

PRIX LIBRE

L'épine noire

Apériodique - hiver 2011 - numéro 1

JOURNAL DE CONTRE-INFORMATION DE POITIERS ET SES ENVIRONS

Décembre 2011

Le numéro 0 de ce journal date de février 2011... À ce moment-là, des peuples, de l'autre côté de la Méditerranée, commençaient à ébranler l'ordre établi depuis bien trop longtemps. Cependant, tout est fait pour endiguer les élans d'émancipations populaires et révolutionnaires, depuis la région minière de Gafsa jusqu'à la place Tahrir, au Caire, en passant par la ville Benghazi. Et ce par tous les moyens : par des interventions militaires de puissances occidentales comme la France, ou par les élections qui scellent le mariage entre la domination du capital et de l'islam partidaire. Cette période de frénésie consumériste aux Cordeliers, pour les fêtes de fin d'année, est marquée par la mainmise des bureaucrates de Bruxelles. Comme le disait Henri Lefebvre, « chaque bureaucratie aménage (s'aménage) son espace.

Elle le jalonne, elle le marque. Il y a l'espace fiscal, l'espace administratif, l'espace juridique ».

Fini les séducteurs et le spectacle à la Berlusconi, voici venu le temps de l'austérité des cravates ! Et de deux injonctions : sauver la monnaie européenne et les banques de la crise, et mettre en place des gouvernements d'union nationale comme en Italie ou en Grèce – qui voit l'extrême droite au pouvoir aux côtés de la gauche de gestion. Parallèle sordide mais évocateur : ça rappelle la période de l'« union sacrée » d'avant la première boucherie mondiale, qui sonna le glas des luttes contre le capital pour un long moment. C'est, en quelque sorte une version moderne du sabre et du goupillon : la Police et l'Économie.

L'alliance de classes demandée par la bourgeoisie est remise en cause chaque jour – par exemple par les prolétaires chinois ; ou ici même, en Poitou-Charentes, par des salariés lorsqu'ils et elles voient des usines fermer, des emplois être supprimés (comme à Aubade, New Fabris, Valeo, à la Snecma ou aux Fonderies du Poitou).

Encore une fois seront évoqués et décortiqués ici les processus et dispositifs répressifs mis en œuvre contre toute tentative pour ne pas se résigner à cet ordre capitaliste et marchand qui n'hésite pas à parer de vert ses villes pour masquer la réalité de sa logique : le profit.

Noël ne sera pas, pour nous, placé sous le signe de la fête, mais pas non plus sous celui de la défaite. Que ce soit par rapport aux projets de rénovation urbaine « Cœur d'agglomération » – au centre des stratégies du groupe Vinci – et de construction de la LGV ; contre l'enfermement ; ou contre le nucléaire, ce colosse de l'énergie mortifère qui induit une société avec une présence accrue de flics dans les rues et les transports publics (voir celle des CRS au marché de Noël à Poitiers). En passant, une pensée aux inculpé-es de la guerre sociale en cours...



Bref, décidément, s'il était largement temps que sorte ce nouveau numéro, ce ne sera en tout cas jamais trop tard.

Des nouvelles de la répression made in Poitiers

Dans la ville où la bonhomie et les lieux policés ne sont que façades, les arrestations, les procès, les incarcérations sont toujours de mises. Depuis le dernier numéro, plusieurs copains ou copines ont encore eu à faire avec la justice et sa police, certaines affaires ne sont pas encore closes, des instructions traînent toujours... Nous dressons donc dans ce numéro un bref récapitulatif des affaires survenues depuis le début de l'année.

Le 27 Janvier, A. passait en procès au TGI de Poitiers pour diffamation envers JF Papineau et « sa » police ; elle avait été interpellée le 22 Juin 2010 pour avoir collé des affiches comprenant ce texte : « FÊTE DE LA MUSIQUE, tabassage gratuit de la police envers des passants place de la Liberté sous la direction de Papineau. Est-ce normal ? ». Le 21 Juin 2010, 6 personnes étaient interpellées violemment par la police, et avaient été accusés d'outrage, de rébellion et de violences sur les kisdés.

Elle est condamnée à 500 euros d'amende avec sursis, 500 euros de dommages et intérêts à JF Papineau et à lui verser 600 euros pour ses frais d'avocats.

Dans la nuit du 5 ou 6 Janvier 2011, C. est invité à sortir d'une soirée par les flics, il sort : il est alors interpellé pour ivresse sur la voie publique, menotté puis inculpé d'outrage et de rébellion. Il est convoqué le 18 Février au TGI de Poitiers, il est condamné à 3 mois de prison ferme. Notons que le procureur réclamé 70 jours/amende, mais le juge connaissant C. pour l'affaire dite du « 21 juin 2010 » (et ayant déjà été incarcéré pour cette dite affaire) décide de le renvoyer en taule. C. fait appel de cette décision de justice, il passe devant la cour d'appel le 24 Juin 2011 et est condamné à 3 mois de prison avec sursis assortis de 180H de TIG.

Gérard, ayant déjà été condamné en 2009 à verser 53000 euros à JC Decaux ainsi qu'à 10 mois de sursis (et ayant déjà fait 2 mois et demi de taule en préventive pour cette affaire). Il est passé, le 16 février, devant la cour d'appel de Poitiers qui a confirmé cette peine.

Le 18 Février, N. était convoqué devant la cour d'appel de Poitiers à la demande de JF Papineau, dans le cadre de l'affaire

dite « du 21 Juin 2010 » où N. avait été incarcérée et condamnée à 2 mois de sursis, une amende « solidaire » (que les condamnés doivent payer ensemble et des dommages et intérêts à JF Papineau. Lors du procès en appel le procureur réclame à son encontre 8 mois de prison dont 6 de ferme et l'oblige à indemniser ses victimes (les flics), le tribunal confirme sa peine le 24 mars (2 mois de sursis et 300 euros à verser à JF Papineau).

Le 5 Février, 7 personnes sont interpellées et placées en GAV (des perquizes ont lieux), suite à une manif nocturne. Ils sont alors inculpés « de rassemblement illicites en vue de commettre des dégradations ou des violences sur personnes et agents dépositaires de la force publique à l'aide de briquets, de fumigènes, d'engins explosifs et incendiaires... », il s'agit là de la première utilisation de la loi Estrosi de 2010 sur Poitiers. Ils sont convoqués le 31 Mars au TGI de Poitiers, l'audience y est alors reportée au 12 Mai ; les avocats tentent de jouer sur la rétroactivité de la loi sur les GAV et essayent de faire annuler les contenus des GAV et en particulier des interrogatoires, le rendu est alors fixé au 16 Juin puis est de nouveau reporté au 30 juin. Le contenu des GAV est alors annulé, hormis les perquisitions, et les PV des kisdés. L'audience est ensuite fixée au 1er septembre, les prévenus ne se présentant pas. Le procès est à nouveau repoussé au 1er Décembre, et ils ne sont dorénavant plus que deux à devoir se présenter.

Dans la nuit du 13 au 14 mars 2011, trois personnes sont interpellées sur le campus de Poitiers, elles sont placées en GAV (2 perquisitions ont été effectuées). Les faits qui leur sont reprochés : « destructions et dégradations sur du mobilier urbain (sucettes et abribus JC Decaux) » Elles sont convoquées à une comparution de reconnaissance préalable de culpabilité. Deux sont convoquées le 17 Mars pour la CRPC, mais l'une d'elle la refuse et n'a jamais eu de suites pour le moment, l'autre doit payer une amende de 80 euros. Le dernier quant à lui était convoqué en CRPC le 23 Juin, il l'a refusée et est passé en procès, il écope de 850 euros à verser à JC Decaux et de 300 euros d'amende.

Certaines affaires ont été volontairement omises par les membres de L'Épine Noire et d'autres à la demande des intéressés eux-mêmes. Mais nous affirmons notre solidarité avec ces derniers, derniers.

Dans le numéro précédent nous avons évoqué des convocations dans le cadre de l'instruction concernant le « 10 octobre 2009 » de Poitiers, nous n'avons pour le moment pas eu vent de nouvelles convocations ou de quelconque mise en examen. L'instruction sur les tags menaçant JF Papineau et d'autres têtes poitevines est toujours en cours. Une nouvelle instruction a d'ailleurs été lancée, suite à un collage d'affiches dans Poitiers comportant ce texte : « Ici, tout le monde sait qui doit être expulsé ! Poitevin-E émeute toi ! Setbon Tomasini hors de nos vies. » (*Tomasini étant le préfet et Setbon son secrétaire général*); une plainte doit être prochainement déposée (si ce n'est pas déjà fait), et la flicaille a procédé à des relevés d'empreintes (digitales et génétiques sur les affiches).

Pour plus d'infos concernant ces festivités passées et à venir, consulter le site : <http://www.antirep86.fr>.

NOUS AFFIRMONS NOTRE SOLIDARITE AVEC TOU-TE-S LES INCULPE-E-S,
ET TOU-TE-S LES INCARCERE-E-S !

Durant le mois de mai un copain a été placé en GAV pour une vidéo publiée sur internet intitulée « Poitiers street duel » (la vidéo a depuis été censurée par dailymotion...); il s'agissait d'un montage vidéo alternant des samples de films et de journaux télévisés sur fond d'images de la répression locale. Généreusement outragé, notre cher JF Papineau n'a bien sûr pas tardé à porter plainte ainsi que la préfecture pour menaces de mort et menaces d'atteinte à l'intégrité physique. Notre compagnon a aussi été interrogé sur l'Épine Noire, ainsi que sur le site internet «Ni dieu ni maître en Poitou» (<http://nidieuxnimaitrenpoitou.over-blog.com>). Nos bons flicards n'ont pas manqué de lui proposer un pti taf rémunéré en échange d'infos sur un certain milieu dont les porcs le considéraient proche ! Il en sortira assez rapidement (8h de GAV et une perquisition plus tard) sans poursuite et sans rémunération.

Le 30 novembre, la police a mené une perquisition dans un appartement de Poitiers, ils ont interpellés J. qui a été placé en GAV pour une dizaine d'heures. Il est mis en examen pour "complicité de menace de mort" et "atteinte à l'intégrité d'un représentant de la force publique"; dans le cadre de l'instruction sur les menaces de mort à l'égard de JF Papineau et en particulier concernant la vidéo... aucune date de procès n'est pour le moment fixée.

Le Samedi 5 Novembre, une cinquantaine de personnes ont occupé une maison à Poitiers, (cf article concernant cette occupation), les flicards n'ont pas tardé à pointer leur bout de nez et de tazer. Ils/elles ont interpellés 47 personnes et les ont placés en GAV. 5 ressortent sous contrôle judiciaire et sont bien gentiment conviés à se rendre au tribunal le 8 Décembre pour se défendre de l'accusation de "participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens", ainsi que pour l'un des mis en examen "usurpation d'identité". Rendu le 12 janvier...



Brèves du désordre poitevin...

Un détenu de Vivonne (Vienne) vient d'être sanctionné par la direction de l'établissement pour « introduction de substance illicite ». Une infraction généralement réservée aux stupéfiants mais qui, en l'occurrence, portait sur un brave et gros... hamburger.

C'est la maman du détenu qui, peu confiante dans la qualité de la nourriture carcérale, avait subrepticement introduit au parloir l'objet du délit, dont le coupable n'a guère eu le temps de profiter : à peine la première bouchée avalée, les lèvres ceintes de mayonnaise du contrevenant l'ont dénoncé aux gardiens.

Encore une victime de la malbouffe.

Trois personnes ont été interpellées hier aux Couronneries par la Police. Alors que cette dernière effectuait une opération de contrôle au bas d'un immeuble au 16 rue Fief des Hausses, vers 16 h 30, deux véhicules ont été touchés par des projectiles : une tasse et un brûleur de gazinière lancés d'un appartement du 3^e étage. Trois personnes ont été interpellées et placées en garde à vue.

Depuis une semaine déjà, une partie du centre-ville de Poitiers a été placardée d'affiches mettant en cause nommément le préfet de région, Bernard Tomasini et son secrétaire général, Jean-Philippe Setbon. L'affiche, très simple, aux lettres blanches sur fond noir, est essentiellement visible sur le Plateau de Poitiers. Curieusement, une semaine après les faits, elles sont toujours en place, certaines encore intactes, d'autres en partie lacérées. « Ici, tout le monde sait qui doit être expulsé », proclame l'affiche en invitant les Poitevins à se rebeller. Elle s'achève en affichant en bas les noms du secrétaire général et du préfet suivis de cette exhortation : « Setbon Tomasini hors de nos vies. » Une adresse nominative qui est une première concernant des représentants de l'État. Jusqu'à maintenant, c'est le patron de la police qui avait été la cible directe de tags menaçants.

Un juge saisi ?

Cette affiche qui fait référence à la politique d'expulsion menée par la préfecture intervient quelques jours après la publication d'un dossier consacré dans nos colonnes au cas de familles d'enfants scolarisés à Poitiers. Le secrétaire général de la préfecture, interrogé sur plusieurs cas ayant déclenché une mobilisation importante expliquait sans détours ni langue de bois la politique menée par la préfecture.

Pour Jean-Philippe Setbon il ne fait guère de doute que l'affiche réagit aux propos tenus dans cette interview où il justifiait et assumait les procédures en cours. Il relève au passage que l'affiche, elle, est volontairement anonyme, et ne porte mention d'aucun groupe en revendiquant la paternité.

Pour l'heure, aucune plainte n'a été déposée. Mais l'affiche ne restera pas lettre morte, indique le secrétaire général de la préfecture. « Il y aura une suite, mais nous étudions avec le ministère quelle forme lui donner. » La préfecture peut soit déposer plainte directement ou bien choisir d'écrire au doyen des juges d'instruction de Poitiers en lui adressant une plainte avec constitution de partie civile. La question n'est pas tranchée ; pas plus que la qualification des faits qui seront dénoncés dans la plainte.

L'opération de collage des affiches est passée inaperçue sur le moment. Personne n'a été pris en flagrant délit. Après leur découverte, des relevés d'empreintes ont été effectués sur les affiches par les services de police.

E.C.



Samedi en début d'après-midi, près de l'arrivée de la 3^e étape spéciale du Tour de la Vienne Pédestre (TVP) à La Puye, Jean-François Papineau, de l'équipe des Patrouilleurs, a été victime d'un malaise. Après avoir reçu les premiers soins sur place, l'actuel directeur départemental de la sécurité publique de la Vienne a été transféré au CHU de Poitiers où il est resté en observation. Dimanche, selon ses équipiers, il allait déjà beaucoup mieux.





LE VIGEANT : deux mineurs en fuite du centre éducatif fermé. Mercredi soir, le centre éducatif fermé du Vigeant a signalé une nouvelle fugue de mineurs placés là. Deux jeunes âgés de 17 ans ont pris la poudre d'escampette en franchissant le grillage qui ceinture le site. Ils sont tous les deux originaires de la région Poitou-Charentes, l'un vient de Rochefort, l'autre d'Angoulême.

Suite : Les fugeurs sont rentrés au centre

Mercredi soir, vers 20 h 30, deux mineurs de 17 ans, placés au centre éducatif fermé du Vigeant, ont déserté l'établissement sans autorisation. Les éducateurs, qui les ont poursuivis, ont réussi à récupérer leurs bagages mais échoué pour les ramener à la raison. Le dispositif mis en place pour ce type d'incident a été actionné aussitôt : gendarmerie et magistrat ont été alertés.

Réfugiés dans leur famille

Les deux fugeurs ont réussi, sans commettre de délit, à regagner leur famille. Pour l'un d'entre eux, il a suffi d'un coup de fil de l'éducateur pour qu'il réintègre le centre fermé.

Quant au second adolescent, il a été interpellé par les gendarmes et replacé au Vigeant, selon les instructions du magistrat.

Sylvain Viseur, directeur du centre éducatif fermé, précise que le taux d'encadrement était « respecté » (4 éducateurs en permanence pendant 360 jours pour 12 garçons mineurs). Il rappelle également le nombre de fugues peu important dans cet établissement.

« Pour l'année 2011, outre celles-ci, nous avons eu une autre fugue en tout début d'année. » L'adolescent avait été également retrouvé dans les quarante huit heures.



LATILLÉ Un homme encagoulé braque le Spar

Lundi, en fin de journée, un homme encagoulé et tenant une arme de poing a fait irruption dans le magasin Spar. Sous la menace, il s'est fait remettre de l'argent liquide. Le butin de ce braquage est estimé entre 300 et 400 €. Le suspect est parvenu à prendre la fuite. Une enquête a été ouverte.

POITIERS La Banque alimentaire dépouillée de plus d'une tonne de denrées

C'est un vol particulièrement choquant qui s'est produit le 25 novembre dernier à Poitiers. L'un des entrepôts utilisés par la Banque alimentaire a été fracturé. Les cambrioleurs se sont alors attaqués à quatre palettes de denrées alimentaires fraîchement livrées.

« Ce n'était pas des denrées que nous avons collectées. C'était avant la grande collecte de décembre », indique la présidente poitevine, Marie-Francine Garreau. « Il y avait des packs de soupe, du lait, des gâteaux. Une palette, ça fait entre 400 et 800 kg selon ce qu'il y a dessus. On a dû se faire voler environ une tonne et demi. »

La quantité n'est pas précisément estimée. « On n'avait pas encore entré tout ça dans le système informatique. » Les policiers sont venus sur les lieux afin de procéder à des relevés d'indices.

Poitiers : Un incendie volontaire visant un engin de chantier s'est produit dans la nuit de lundi à mardi vers 4 h du matin sur le campus universitaire, allée Jean-Monnet, près des locaux de la direction des infrastructures. La cabine de la pelleteuse de 12 tonnes de la société Eurovia a été détruite par l'incendie. L'engin était stationné sur un trottoir. Une enquête a été ouverte.

Jaunay-Clan : 60.000 euros de jeans volés dans un magasin

Le patron d'un magasin de destockage de vêtements de marque (jeans, pulls, tee-shirt) a découvert, ce matin, son magasin entièrement dépouillé de toute sa marchandise. Les cambrioleurs sont passés par les toits. Ils ont emporté une marchandise dont la valeur est estimée par le gérant à 60.000 euros.

Ces brèves sont reproduites telles quelles de la «Nouvelle République» (presse quotidienne régionale)...



Chroniques locales

« Feuillette une par une, feuillette les pages, feuillette une par une les petites annonces du carnage »
La Rumeur, « Les Petites Annonces du carnage »

« Dictature des besoins » contre la loi Bachelot

« Les Agences régionales de santé [ARS] ont été créées afin d'assurer un pilotage unifié de la santé en région, de mieux répondre aux besoins de la population et d'accroître l'efficacité du système [1]. »

Pareille déclaration prête à sourire, quand on sait que l'ARS a décidé la fermeture à la fin de 2011 des services maternité et chirurgie du Centre hospitalier du Blanc, la sous-préfecture de l'Indre, en dépit de ses 7 000 habitants, et alors que de nombreux habitants du Montmorillonais (Vienne) fréquentent également cet hôpital, plus proche pour eux que celui de Poitiers.

Cette décision de fermeture est relative à la loi HPST (hôpital, patients santé et territoire) de 2009, dite loi Bachelot, qui est censée réduire le déficit budgétaire des hôpitaux en rationalisant au maximum l'organisation des structures de santé – par exemple, le nombre de médecins par rapport au nombre d'habitants. Le rapport médecins/population ne tient pas dans le cas du Blanc, mais, si rien n'est fait pour bloquer la décision de fermeture, la ville ne va pas moins s'en voir privée d'une petite structure de proximité. De plus, cet hôpital est son deuxième employeur, avec ses 450 salariés. Après l'annonce que la maternité et la chirurgie allaient fermer, la réponse de la population ne s'est heureusement pas fait attendre : elle a décidé de se battre pour faire annuler cette décision. Un comité de soutien a été créé



[2], qui a organisé une réunion publique ; puis, le 2 décembre, une manifestation a réuni plus de 5 000 personnes ! Et ça ne fait que commencer..

[1]<http://www.ars.sante.fr/Les-objets.89787.0.html>

[2]<http://indispensables-maternite-chirurgie-leblanc.overblog.com/>

.....

Grève au lazer

Cela fait plusieurs mois déjà qu'il y a une très forte grogne au sein de LaSer Contact. Ce centre d'appel situé sur le site du Futuroscope emploie près de 1 600 personnes. Travailler là-dedans relève d'une aliénation sans bornes : c'est le boulot alimentaire par excellence, surtout pour les jeunes dans la région. Le turnover est la règle, les salaires très bas et l'absentéisme énorme. C'est pour cela que les salariés de cette immense cage à exploitation se rebiffent : pour une augmentation des salaires, et contre la forte pression qu'ils subissent au quotidien.

.....

Porcherie en sursis ?

En mai dernier, des membres de l'Acipe (Association citoyenne pour la protection de l'environnement) [1], habitants du pays chauvinois, écologistes (avec ou sans parti) et autres riverains crient victoire : le tribunal administratif de Poitiers

a décidé d'annuler l'autorisation d'exploiter la porcherie industrielle de Chantegeay (9 000 bêtes !). En effet, ces mêmes personnes ont à plusieurs reprises dénoncé la pollution générée par cette immense cage à bêtes, en particulier concernant les nappes phréatiques après les épandages de lisier. Seulement, la bataille qui semble avant tout juridique n'est pas finie, car le patron de la SARL, M. Féraud, a déposé un recours pour avoir une nouvelle autorisation. L'Etat, en la personne du nouveau préfet Dasonville, décidera normalement à la fin de l'année 2011, avec ou sans l'avis d'experts locaux, de la réouverture ou non du site.

[1]<http://www.acipe.fr/content/vie-w/78/36/>

.....

Plus de Printemps (du peuple) à Poitiers

C'est la fin d'une des vitrines du centre-ville de Poitiers : le grand magasin Printemps de 10 000 m² va fermer ses portes à partir de 2012. Comme souvent, les employés l'ont appris par voie de presse. Une centaine de salariés laissés sur le car-

reau. La direction préfère Paris et son luxe – à voir la décrépitude de la façade, redécorée depuis [1], on aurait il est vrai dit un monstre agonisant. Malgré une grève et un débrayage, la décision est restée inchangée. L'immeuble est détenu par un Fonds d'investissement immobilier pour le commerce et la distribution (Fondis). De plus, le magasin n'appartenait plus à un des seigneurs du luxe, Pinault, mais à un ponte italien, Borletti, et à la division du capital d'investissement immobilier de la Deutsche Bank. Eh oui, l'immobilier est un pilier important en ces moments de rénovation urbaine ! Cœur d'agglomération y est pour quelque chose, d'ailleurs les salariés en avaient parfaitement conscience – une de leurs banderoles disait : « Ton Cœur d'agglomération = Chômage ». Et M. le Maire a beau promettre l'arrivée d'un autre projet...

[1] <http://www.lanouvellerepublique.fr/vienne/ACTUALITE/Faits-Divers/24-Heures/La-facade-du-Pri-ntemps-maculee>

(Dé)graisser la culasse à Ingrandes : c'est la lutte des classes

En août dernier, près de 500 salariés des Fonderies du Poitou Alu (FDPA) apprennent que leurs salaires baisseront de 25 % sur leurs prochaines fiches de paie. D'après Montupet (spécialiste dans la conception et la fabrication des pièces automobiles), le groupe à qui appartiennent les Fonderies, des sacrifices sont nécessaires pour rester dans la compétition internationale. Le patron, Stéphane Magnan, actionnaire majoritaire et évadé fiscal en Belgique a également baissé son salaire annuel de...0,3%, c'est son « effort de guerre » [1] et [2]. Le principal client de FDPA est l'entreprise Renault, à hauteur de 85 % des commandes. De suite, la mobilisation s'organise, c'est une grève dure. Il y a eu des oc-

cupations de l'usine ; des moments de solidarité avec les fondeurs de Châteauroux ; des manifestations à Châtellerault, Poitiers et aux abords de l'usine. Une bataille juridique a même été engagée par le comité d'entreprise afin d'annuler le « plan de compétitivité » prévu. Cette lutte n'est pas passée inaperçue : habitants du pays châtelleraudais, grands médias, partis politiques, relais associatifs et syndicaux, ainsi que certains candidats à la présidentielle de 2012 sont venus soutenir les f(r)ondeurs du Poitou (Arthaud de Lutte ouvrière, Mélenchon du Front de gauche, Poutou du NPA...). Des élus locaux tels que le maire de Châtellerault Abelin (Nouveau Centre) ou encore Raffarin (UMP) ont même soutenu les travailleurs au Sénat ! Le conflit est devenu un enjeu politique et social, en ces temps de crise, mais aussi un symbole dans la région à l'image de la lutte des « Fabris » en 2009.

Après deux mois de grève et une menace de liquidation de la boîte, les ouvriers ont décidé de reprendre le travail avec des garanties salariales. Par ailleurs, malgré les menaces de Renault sur les baisses des commandes (de 18 000 pièces à 10 000, ce qui est insuffisant pour assurer la pérennisation du site), le tribunal de commerce de Nanterre (région parisienne) a prolongé la mesure de redressement judiciaire d'un an et demi. C'est-à-dire qu'il a donné un peu de temps pour que les Fonderies retrouvent une situation financière stable et un repreneur qui tienne ses engagements. En somme, la lutte continue.



[1] Article du quotidien «L'humanité» : « le savoir-piller du groupe Montupet », 7/09/11)

[2] Rapport financier annuel du groupe Montupet : hugin.info/143505/R/1511045/446255.pdf

Aubade Blues aux prud'hommes

Les « petites mains » d'Aubade savent qu'elles ont été sacrifiées par le plan de stratégie économique de Calinda, la holding suisse qui a racheté la fameuse marque de lingerie. Aux prud'hommes, au début de no-



vembre dernier, les avocats des 66 dernières salariées ont rappelé qu'aucun motif économique n'avait justifié leur licenciement, et que certaines n'ont pas retrouvé de boulot. Mais, de toute façon, la messe est dite. Alors, quitte à être virées, autant l'être avec le plus de compensations possible. La réponse sera donnée en janvier prochain.

République sous caméras

« Vive la République », l'association des entrepreneurs de la zone commerciale et industrielle de la République, demande à Grand Poitiers d'installer des caméras de vidéosurveillance. Pour endiguer les petits vols et autres cambriolages, mais surtout afin de protéger les travaux pour la LGV qui vont commencer l'année prochaine...

Yves Dassonville, Préfet

Nous nous devons d'accueillir notre nouveau préfet, notre cher Bernard Tomasini a décidé de quitter son poste de préfet Poitou Charente pour un plan de carrière sûrement beaucoup plus lucratif, sacré nard. IL est remplacé par un personnage dont la carrière de notre regretté préfet n'a pas à faire rougir. Yves Dassonville est nommé préfet le 20 Juillet 2011, ce bonhomme à la poigne de fer, proche de Christian Estrosi, a une carrière bien remplie. Il est diplômé de l'ENA, promotion Solidarité, titulaire d'une maîtrise de sciences économiques. Chevalier de la Légion d'honneur, Officier de la Légion d'honneur (par la suite) et Chevalier de l'Ordre national du mérite, il a été en 1983 administrateur civil de 2e classe, au ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

Nommé sous-préfet de 2e classe dans la même année, il sera directeur du cabinet du commissaire de la République du département d'Eure-et-Loir. En 1984, premier poste en outre-mer avec le secrétariat général adjoint de la Polynésie française. En 1986, il sera chef de cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des problèmes du Pacifique-Sud. Quelques mois plus tard, il repart dans l'hexagone où il est nommé secrétaire général de la préfecture des Landes.



En 1988, il sera administrateur civil de 1re classe, sous-préfet de 1re classe et sous-préfet de Saint-Dizier. En 1992, il est administrateur civil hors classe, Secrétaire général pour les affaires régionales du Languedoc-Roussillon et sous-préfet hors classe.

Trois ans plus tard, retour en outre-mer pour notre cher Yves, qui est nommé secrétaire général de la préfecture de la Réunion. En 1998, il est sous-préfet de Lorient (1re catégorie). En 2001, il est préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la zone de défense Sud, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône. L'année d'après, il est nommé préfet du Jura. En 2004, c'est le poste de préfet de Martinique qui l'attend. En juin 2007, Christian Estrosi, le choisit comme directeur de cabinet. Lors de son déplacement en Nouvelle-Calédonie d'octobre, le secrétaire d'État réclame une attitude plus ferme des autorités et de la police à l'égard des nombreux conflits sociaux, critiquant ainsi indirectement l'attitude assez discrète, voire trop « attentiste » selon certains, du Haut-commissaire Michel Mathieu qui démissionne le 15 octobre 2007. Yves Dassonville prendra sa place, le 25 octobre 2007. Une fois en place, il a immédiatement rompu avec l'attitude plutôt effacée adoptée par ses prédécesseurs en faisant immédiatement une déclaration aux médias locaux en déclarant notamment sur les conflits sociaux : « *En cette matière, il n'y a ni baguette magique ni recette miracle ni solution immédiate. Les conflits sociaux, c'est d'abord le signe d'un mauvais dialogue social, qu'il faut donc améliorer. Ce n'est plus de la compétence de l'État, mais je pense que les services de l'État vont devoir s'impliquer dans le dialogue. Je m'y impliquerai et, au besoin, mais ça vient après, je saurai faire preuve de fermeté.* »[1] Il s'est alors surtout inscrit depuis dans une ligne de confrontation directe avec notamment le syndicat USTKE, dont il dénonce « les méthodes de voyous »[2]. Il estime de plus : « *En défendant l'ordre public, je défends l'accord de Nouméa contre les extrémistes qui recrutent des jeunes des quartiers et les arment de billes d'acier dans l'unique but de déstabiliser la Calédonie et de faire échouer l'accord* ». À la demande des maires, il s'attache à lutter contre l'alcoolisme, générateur selon les autorités d'insécurité routière et de violence : c'est ainsi que la vente d'alcool (hors consommation dans les bars ou restaurant) est interdite les week-ends (à partir de 16 heures le vendredi soir). Etant particulièrement hostile à tout mouvement social, il instaure « le dialogue social » à grands coups de répression violente des manifestations, d'arrestations et d'incarcérations.

Il met également en place, dans les derniers temps de son affectation, plusieurs comités sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie : pour la préparation d'un schéma industriel minier le 12 octobre 2010, mais aussi sur le

bilan de l'accord de Nouméa et sur l'évolution de sa mise en œuvre le 21 octobre, jour de son départ de l'archipel. Le 6 octobre 2010, à l'approche de la fin de son affectation en Nouvelle-Calédonie, il est nommé en conseil des ministres préfet de la région Limousin et du département de la Haute-Vienne.

Dorénavant Yves Dassonville sévira dans le Poitou Charentes, nous le saluons et lui souhaitons la bienvenue.

[1] : P. Frédière, « Le nouveau visage de l'État en Calédonie », Nouvelles Calédoniennes, 10/11/2007

[2] : « Yves Dassonville, haussaire : "Des méthodes de voyous" », Nouvelles Calédoniennes, 18/01/2008



Un Merle Moqueur au commissariat

Depuis un peu plus d'un an déjà, il y a un nouveau au commissariat. Après l'arrivée du Directeur départemental de la sécurité publique J-F Papineau, il y a eu la migration de Jean-Christophe Merle. Cet homme ne vous dit surement pas grand chose, mais il est très connu dans le milieu des graffeurs et autres tagueurs de l'hexagone. Il a été pendant plusieurs années commandant de la brigade de chemins de fer pour lutter contre les vandales-tagueurs des réseaux ferrés de Paris et d'ailleurs. Un homme qui, quelques mois avant de débarquer sur Poitiers (pour s'occuper des expressions murales sortant des « autorisations ») a voulu faire le procès du tag en France. Comme il le répétait à tue-tête dans les médias : « C'est une première dans le monde ».

En Juin 2009, après une enquête d'investigation qui a pris plusieurs années- près d'une dizaine-, il a mis devant la barre du tribunal de Versailles près d'une soixantaine de graffeurs! Jugés pour toutes leurs années d'activités, histoire de faire payer, de réprimer mais surtout de faire peur aux plus jeunes. Ce qui devait être un moment de gloire de sa carrière, s'est transformée en petite berezina, puisqu'en juin dernier, le tribunal a amnistié les graffeurs (les avocats, au nombre d'une trentaine évoquant une amnistie de Chirac en 2002...). A Poitiers, Mr Merle doit être un peu plus posé, la guerre aux expressions murales a été efficace avant qu'il n'arrive, mais ce qui n'enlève rien a son rôle de predestination : chasser, réprimer les vandales.



Dossier spécial Vitalis

Retour sur les agressions dans les bus Vitalis

Vous l'avez peut être entendu, lu ou vu cette année, il y aurait eu une hausse des agressions physiques et verbales envers les contrôleur-euse-s et les conducteur-trice-s de bus du Vitalis (Régie des Transports Poitevins) de la communauté d'agglomération poitevine (CAP, nouvellement rebaptisée «*Grand Poitiers*» pour l'entrée dans l'ère de la métropolisation - cf. J-P Garnier-), Vitalis. Au total, ce sont trois agressions très médiatisées qui ont poussé les salariés de Vitalis à faire prévaloir leur droit de retrait, c'est-à-dire de cesser subitement de travailler.

Nous ne souhaitons pas rentrer dans les détails de ces paroles et gestes de mépris et de haine envers des personnes ayant une autorité sur le quotidien de milliers de personnes chaque jour. Car effectivement, il faut que les usagers leur rendent des comptes, ce qui signifie montrer patte blanche à chaque montée (ou bien descente) dans le bus, comme par exemple acheter un ticket, montrer son pass-bus etc... Cependant, nous tenterons de montrer que derrière les prérogatives du «droit de retrait», les réactions émotives et solidaires des collègues de boulot se cachent des raisons un peu plus complexes : c'est l'enjeu des rapports de force au sein de la société Vitalis, et des rapports qu'elle entretient avec ses usagers-habitants [de l'agglomération poitevine] au sein du vaste projet de rénovation urbain Cœur-d'agglomération.

Vitalis et le « management Veolia »

Nom donné à la régie des transports des transports poitevins depuis le 1er janvier 2004 pour toute la communauté d'agglomération poitevine. C'est une société d'économie mixte : c'est à dire gérée à la fois par le privé et par les autorités publiques, en l'occurrence pour Poitiers, c'est la communauté d'agglomération qui décide de la stratégie économique et de la politique tarifaire à mener.

Or depuis quelques années, on a entendu ici et là quelques voix dissonantes au sein de Vitalis. Celles-ci critiquent les transformations de l'organisation du travail. Et pour cause, depuis 2009, Vitalis a un nouveau directeur en la personne de Thierry Wischnewski. Ce

dernier, a un CV bien fourni, puisqu'il a été à maintes reprises à la tête de plusieurs compagnies privées de transports de voyageurs : dans la région rouennaise (TCAR), en région parisienne (STRAV) ou bien encore dans la région bordelaise (Veolia Transport Bordeaux). Transfuge de Veolia-Environnement (ex Compagnie générale des eaux, ex Vivendi, est une multinationale qui s'est spécialisée dans les services que l'Etat lui a cédé peu à peu ces dernières années : eau, propreté, énergie et transports) Monsieur Wischnewski débarque avec des nouvelles techniques de gestion des travailleurs du secteur public, c'est-à-dire le *management public*. C'est une gestion particulière, d'inspiration néo-libérale de l'entreprise, assez brutale dans la mesure où sous couvert d'optimisation et de performance (zéro défaut...) du réseau de bus, on exerce une pression sur les travailleurs. C'est assez paradoxal étant donné que des mots comme « polyvalence », « autonomie » ou bien « d'élargissement des tâches et des compétences » sont mis en exergue quand bien même la hiérarchisation s'est accrue. Ce qui met les salariés sous pression et les rendent responsables de tout ce qui arrive dans leur travail. Cette nouvelle forme déstabilise de fait, un grand nombre de salariés en remettant en cause leur savoir-faire et acquis de leur expérience professionnelle. Par ailleurs, on peut souligner la stratégie économique de Veolia-Transport dans la région : la multinationale gère déjà une partie des transports dans la campagne aux alentours de Poitiers (par exemple pour les bus scolaires) et elle réussit à installer « un homme-lige » à la tête de Vitalis [1]. A terme, il est évident que Veolia souhaite avoir un rôle prépondérant dans les transports collectifs dans la région.

« Sécuriser » à tout prix

Les techniques de management ne touchent pas seulement les salariés : elles ont bien évidemment une incidence sur les usagers. Thierry Wischnewski a une conception bien particulière de la sécurité, puisqu'il a prôné l'instauration des caméras de surveillance et leur généralisation dans tous les bus de la régie. C'est pourquoi, depuis plus d'un an maintenant, il y a trois caméras par bus dans les 130 que possèdent Vitalis ; faites les comptes, c'est énorme [2] ! De plus, ces caméras

s'accompagnent d'un petit message qui cache mal le cynisme d'une telle décision : « Souriez, vous êtes filmés » – un détournement publicitaire qui fait référence à l'association portant ce nom et réunissant des personnes actives contre la vidéosurveillance, les technologies du contrôle sécuritaire de la population et autres pratiques orwelliennes [3]. Soulignons que c'est avec l'aide de l'agence-conseil en communication au doux nom de Bluecom que Vitalis fait sa propagande.

Ce flicage de la part des conducteurs et donc des usagers est la conséquence d'un rapport de force plus défavorable face au patronat au cours des dernières années. Dans les années 70-80, il y avait encore des formes de résistance aux contrôles des usagers de la part des conducteurs de bus. Le recul de la conflictualité des bastions ouvriers traditionnels, l'installation d'un chômage de masse et la spectacularisation du débat sur l'insécurité à des fins électorales, ont facilité l'accroissement des dispositifs législatifs de contrôles comme par exemple, l'instauration de la Loi Sécurité Quotidienne en 2001 (sous gouvernement socialiste) puis celles ajoutées par la majorité au pouvoir depuis 2002-2003. Ainsi, avec la crise, les comportements autoritaires, disciplinaires et de mise au pas de la part de certains conducteurs et contrôleurs sont plus favorisés.

C'est pourquoi, il n'y a là rien d'étonnant de la part de Wischnewski, car il n'en est pas à son premier coup en matière de flicage de transports collectifs. En 2001, lorsqu'il était directeur de la STRAV (Société de transport automobile de voyageurs) de Brunoy (Essonne, en Ile-de-France), il a également généralisé la mise en place de caméras dans les bus (130 bus...) [4]. Ceci était

passé sans trop de résistance, et pour cause : il paraît que les conducteurs de bus en voulaient. Intéressant de voir comment les conducteurs, avec l'assentiment intéressé de leur patron, croient en les vertus de la surveillance pour ne plus être agressés dans les bus, et pour renouer la confiance avec les usagers. Cette hystérie sur les ca-



méras en dit long sur la peur entretenue grâce aux médias, mais aussi sur une certaine coupure entre les travailleurs de Vitalis et une partie de la population. Elle a eu son point d'orgue l'an dernier, avec la propagande contre la fraude qui a fait suite à une campagne pour la gratuité des transports poitevins rappelant la propagande gouvernementale antifraude de la Sécu sur les ondes hertziennes...

Ne soyons pas dupes, il y a une corrélation entre les projets de rénovation urbaine Cœur d'agglo, la ligne LGV Sud Europe Atlantique (sans oublier le projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes) et le réaménagement des lignes de bus, la propagande antifraude et les velléités d'intimidation voire la vaste opération de police et d'aseptisation de la ville de Poitiers. De même qu'il y a une corrélation entre le fait que Vinci s'implique dans Cœur d'agglo et l'arrivée de Wischnewski comme manager aux méthodes autoritaires de Vitalis : les grandes multinationales s'entendent [5]...

A défaut de faire grève...

Les revendications sécuritaires, voire carrément réactionnaires des conducteurs/contrôleurs de bus pour plus de sécurité donc plus de flicage des usagers nous font horreur. Ce qui nous intéresse en particulier, ce sont les interruptions de travail! Pourquoi attendre une agression d'un collègue pour se réunir, se retrouver et discuter de bien de choses autres que l'agression? Parler du pourquoi, il y a plus de en plus de personnes qui fraudent dans les bus, pourquoi les relations sociales interpersonnelles, à certains égards, dans une ville comme Poitiers se sont tendues? Pourquoi il y a de plus en plus d'actes relevant de l'illégalisme dans la ville « bonhomme » ? Parler aussi des conditions du boulot, des relations avec le directeur de Vitalis etc. Par conséquent, ces différents arrêts de travail en cas de « danger grave et imminent » relevant du « droit de retrait » [6], paraissent comme une arme face à la routine de la quotidienneté d'un conducteur de bus (plus efficaces que les blocages lors du mouvement contre les retraites en automne 2010). C'est en quelque sorte une façon détournée de faire grève et éclaire sur le degré de conflictualité de basse intensité au sein de Vitalis. En l'occurrence, c'est le syndicat SUD, qui a depuis plus d'un an dénoncé un « climat tendu » à Vitalis [7]. On aimerait bien qu'il dénonce également l'exploitation des taulards : Vitalis faisant faire les cartes abonnements aux taulards de la région...

La gratuité comme remède?

Face à un monde où tout devient marchandise, même un simple déplacement pour aller faire les courses, aller aux bahuts, au cinéma ou bien pour aller dans une boîte d'intérim pour trouver un job, il est plus que nécessaire d'affirmer la gratuité des transports publics au sein de la CAP, quitte à faire raquer les bourges. Ceci dit, dans l'urgence, plusieurs dizaines de personnes fraudent, elles n'attendent pas l'aval d'un conseil municipal ou général pour attendre la gratuité. Malgré la propagande sur dispositifs antifraudes (plus de contrôles) et sécuritaires (comme par exemple faire suivre noctambus par un véhicule de contrôleurs), la fraude va bon train. Il n'y a pas de volonté politique au

Post-Scriptum : En express, juste avant de mettre sous presse, l'EN apprend que Veolia opère une nouvelle stratégie du groupe (qui signifie caprice des actionnaires) en voulant délaissier le secteur des transports collectifs pour se recentrer sur l'eau et l'Énergie. Nous suivrons cela de plus près (source presse rapine : Les Echos)

[1] Veolia-Transports/ Poitou-Charentes

[2] Transports Publics « La sécurité avant tout », 7 à Poitiers

[3] <http://souriez.info/>

[4] Les bus du Val-d'Yerres équipés de caméras, le parisien

[5] Article/ Eclairage : Comment Vinci prépare le plus grand chantier d'Europe, *Le moniteur des travaux publics et des bâtiments*, 24/06/2011

[6] « Droit de retrait » voir site <http://www.legifrance.gouv.fr/>

[7] Tract du syndicat SUD : http://www.npa86.org/IMG/pdf/SUD_VITALIS.pdf

[8] Pourquoi les bus Vitalis ne sont-ils pas gratuits?, *Nouvelle République*, du 30/11/09

niveau local pour vouloir le réseau gratuit à quelque exception près [8] C'est peut-être l'occasion, en ces temps de où boucler les fins de mois deviennent plus difficile qu'à l'accoutumé pour de nombreuses personnes de lancer une initiative telle qu'une « mutuelle de fraudeurs » comme il en existe dans de nombreuses villes ? Si Vitalis veut moins de fraudes, elle n'a qu'à baisser les prix des abonnements à l'année. Ces derniers ont, par exemple pour les jeunes, augmentés, les conditions d'accès à un abonnement à un prix raisonnable pour les chômeurs et précaires se sont durcies. Alors que la direction de Vitalis ne s'étonne pas de la fraude comme acte de « ne pas payer pour se déplacer », pour vivre tout simplement.



Mettre les B.H.N.S, H.S.

Les Bus à Haut Niveau de Service devraient être mis en place d'ici quelques années au sein du « Grand Poitiers », le projet regroupant 3 lignes à haut niveau de service avoisinerait les quelques 300 millions d'euros (mise en place de la voirie, des infrastructures, achats des bus haut de gamme...). Un investissement économique lourd pour l'agglomération poitevine, mais qui ne sera pas sans bénéfices sur son économie. C'est en effet un projet à long terme s'inscrivant pleinement dans le plan urbain de « Grand Poitiers » et de son « Cœur d'Agglo » si cher à notre bon

Maire. La ville Bonhomme et son agglomération étant dans un processus de métropolisation, où la mobilité, l'accessibilité sont de rigueur; les BHNS agrémentent entièrement ce dessein.

Les Bus à Haut Niveau de Service font partie des TCSP (les Transports en Commun en Site Propre), on les retrouvent aux cotés des métros et autres tramways. Ces TCSP sont déjà en place depuis plusieurs années dans les grandes villes de France, mais les nouvelles « grandes agglomérations » françaises en vue de métropolisation et en concurrence entre elles considèrent

ces moyens de transports comme un atout indéniable dans leur restructuration urbaine. Il n'est donc pas étonnant de voir afficher dans « Poitiers Magazine » d'Octobre 2009 au sein d'un dossier consacré aux déplacements. Malgré cette compétition, les différents projets de BHNS et plus globalement de TCSP, s'inscrivent dans un processus global et commun à l'ensemble des différentes « grandes villes » ou autres « grandes agglomérations », une mobilité rapide et régulière, un accès facile et sans encombre à différents pôles de commerces et autres lieux de

consommation, ou bien encore à divers centres de divertissement où la « Culture » y sera dispensé sans vergogne. A Poitiers ces BHNS s'entrecroiseront en centre ville, draguant les quartiers et autres communes résidentielles de l'agglomération Poitevine, cherchant bien sûr à « » le cœur d'agglo en attirant une population ayant délaissé ce dernier en faveur de différents grands centre commerciaux de la périphérie, facilitant son accès aux touristes... Vitalis sera bien sûr bénéficiaires de ce projet, complétant son parc avec des bus haut de gamme, permettant à l'entreprise d'augmenter ses tarifs, de renforcer les contrôles (d'autant plus facile par la création de 1 ou 2 pôle/parcibus où quasi l'ensemble des bus passent), de concurrencer d'autres réseaux de transports français.

Ne nous laissons pas leurrer par cette « accessibilité » pour les quartiers populaires, ainsi que par la « modernité verte », vendu à coups de pseudo « développement durable » et autre « zone verte » et « site propre ». Ces Bus à Haut Niveau de Service ; tout comme la LGV Poitiers/Limoges, la LGV SEA, constituant « l'étoile ferroviaire Poitevine » ; s'inscrivent dans une société où l'accessibilité, la mobilité, la rapidité, les échanges commerciaux, le consumérisme sont de mise.



Texte reçu

POITIERS TISSE SA TOILE

« La métropolisation est tendance. Irrésistible même. » plastronne une revue d'urbanisme. Drapés d'un discours frivole, les projets d'aménagement urbain métastasent. Quelle ville n'a pas encore son Cœur d'Agglo ? Quelle ville ne rénove pas ses artères, ne réorganise pas sa circulation, ne possède pas sa grande place lisse et flamboyante ? De « ville bonhomme », Poitiers se transforme en « métropole à taille humaine ». Les agencements urbains sont restructurés, et la gentrification progresse, insidieusement. Chaque parcelle d'espace doit être contrôlée et chaque mouvement réglé. L'architecture de prévention situationnelle facilite le quadrillage policier et incite les citoyen.nes à la vigilance. Tous les dispositifs atomisent, dressent et orientent, harmonieusement, les corps, afin qu'ils travaillent et consomment sempiternellement. Cet urbanisme met en marche « une machine où tout le monde est pris, aussi bien ceux qui exercent le pouvoir que ceux sur lesquels ce pouvoir s'exerce. » (M. Foucault). Mais, l'originalité de celui-ci tient à son élégance, à son art d'embellir ce qu'il condamne. En témoigne la revalorisation spectaculaire de son patrimoine, métamorphosé, par-delà sa stérilité ostentatoire, en vitrine idyllique et promotionnelle. À ces opérations de renouvellement complexe, sont corrélés des projets d'aménagements territoriaux. Les Lignes à Grande

Vitesse et autoroutes dessinent un paysage morne et hostile, connectent, physiquement, les métropoles, tissent un réseau dynamique et hiérarchisé. La construction d'un aéroport, au Nord-Ouest de Nantes, participe à ce processus. Ce projet, à la charge de Vinci – parangon des firmes transnationales - doit, non seulement, accroître la polarité marchande et développer les connexions réticulaires de la principale métropole du Grand Ouest ; mais, enclencher une dynamique d'aménagement globale. Voilà comment la mairie de Poitiers présente cette dernière : « Au-delà de la LGV Poitiers-Limoges, les objectifs d'une future ligne ferroviaire transversale sont simples : mettre Poitiers à deux heures de Lyon et à moins d'une heure de Nantes. [...] Elle s'inscrit dans le réseau à grande vitesse de la façade atlantique qui pourrait former un axe Ouest-Est, permettant de relier les six capitales régionales au cœur de l'Europe. » (Poitiers l'Expo). Si bien qu'ensemble, ces projets préparent au renforcement du totalitarisme économique. Sur la ZAD (Zone à Défendre) comme dans le Val de Suse, s'organise la lutte contre l'expansion des métropoles tentaculaires. Cela veut dire former, hic et nunc, des nœuds opaques, où se créer des liens, sans se laisser séduire par les hétérotopies. L'affrontement présent doit, donc, être le moment de l'appropriation de l'espace.

Discussion / débat avec Jean-Pierre Garnier.

Compte-rendu.

*Le 3 juin dernier, nous avons eu le plaisir d'accueillir Jean-Pierre Garnier pour une rencontre/débat autour des questions d'urbanisme. Cette rencontre fut avant tout l'occasion de discuter et disséquer avec l'auteur du livre *Une violence éminemment contemporaine... le phénomène urbain pictave « Cœur d'agglomération »*. Nous vous proposons ici une retranscription partielle de cette rencontre.*

Quand il est question d'urbanisme, on utilise un langage qui ressemble beaucoup à un jargon et donne l'impression qu'il s'agit là de problèmes réservés à des experts, des spécialistes, et que la majeure partie de la population ne pourrait pas comprendre de quoi il est question. Cela est à mon avis est un pur bluff idéologique. Ce qui se passe dans les villes en France – et ailleurs, mais on va s'intéresser particulièrement à la transformation des villes françaises – est parfaitement compréhensible du point de vue politique sans utiliser ce jargon destiné à intimider, et finalement à réserver à des spécialistes le discours sur les transformations urbaines. Quand je dis spécialistes, c'est non seulement des enseignants, des chercheurs, des architectes, des urbanistes, mais aussi des élus locaux, des politiciens et des journalistes spécialisés.

J'ai fait un tour, juste avant ce débat, dans le centre de Poitiers, qui est en pleine « mutation urbaine » – et j'utilise déjà, en employant cette expression – un langage volontairement spécialisé. Dans les milieux qui interviennent sur l'espace urbain, on parle beaucoup de « mutation urbaine » pour qualifier les transformations actuelles qui affectent les villes, alors que le mot « mutation » est un concept qui vient de la biologie. Appliquer ce terme aux villes donne l'impression qu'il s'agit de phénomènes naturels, quasi irréversibles, qu'on ne peut pas discuter. Certains élus locaux disent : «

On transforme les villes parce qu'il faut s'adapter aux mutations actuelles de la société en général, et que ces mutations doivent se traduire dans l'espace. » Parmi ces transformations, il y en a qui portent sur le centre des agglomérations, appelé le « cœur des villes ». Là aussi, le mot « cœur » est extrêmement douteux dans la mesure où cela connote quelque chose d'affectif ; quand on dit cœur, on pense à des sentiments, à l'identité des habitants, etc. En fait, il s'agit de transformer les parties centrales des agglomérations, notamment les centres historiques. Dans quel sens ? Ce que j'ai pu entrevoir, au cours de ma courte promenade dans le centre de Poitiers, c'est ce que l'on peut observer depuis maintenant une trentaine d'années dans la plupart des centres-villes français – mais pas seulement : on l'observe aussi dans le centre des villes espagnoles, anglaises, allemandes, voire de certaines villes américaines ou portugaises... Il s'agit à la fois d'une transformation physique, spatiale, matérielle et d'une transformation sociale.

La transformation spatiale est désignée dans le langage appelé (à l'extrême gauche, disons) la novlangue : à savoir ce langage du pouvoir, qui est destiné à valoriser ce qu'il se passe, ainsi qu'à masquer les enjeux réels et la logique de classe qui est derrière, par différentes appellations. Quand on parle de « transformation en cours dans les centres », on parle de restructuration, de rénovation, de réhabilitation, de renouvellement

urbain, de revitalisation, de régénération. Tous ces mots-là se rencontrent dans les discours aussi bien des élus locaux que des spécialistes, des experts, des journalistes, etc.

Physiquement, il y a en effet transformation. Mais qu'est-ce qui se cache derrière ?

C'est une dynamique qui tend – et réussit, il faut le dire – à transformer des cœurs de ville délaissés, abandonnés pendant très longtemps (les gens plus jeunes n'ont pas connu ça) parce que considérés comme correspondant à des périodes révolues. On les a laissés se dégrader, tomber parfois en ruine, parce qu'il y a eu une époque – qui a duré jusqu'au début des années 70 – où la modernisation de la France passait par la modernisation des villes.

Il y avait alors deux phénomènes : on construisait à l'extérieur des centres-villes, et on détruisait à l'intérieur des centres-villes. On détruisait par exemple ce qu'on désignait comme des « îlots insalubres », un habitat dégradé : il fallait moderniser tout cela en y implantant des édifices nouveaux – en général flambants neufs, de style rectangulaire ou carré, avec des nouveaux matériaux. Et la doctrine était un peu, si je peux adapter ici une parole de *L'Internationale* : « Du passé, urbain, faisons table rase ». Moderniser la ville, ça voulait dire y faire pénétrer plus facilement l'automobile, y mettre des bâtiments adaptés à des fonctions nouvelles... donc on ne se préoccupait pas du tout du tissu urbain ancien. Mais à partir des années 70, avec l'arrivée

de Giscard d'Estaing à la présidence de la République, on a changé complètement de cap en France : la mode a été de régénérer, revitaliser, conserver, réhabiliter, rénover, les centres anciens. Et ce pour deux raisons.

La raison officielle était : « Il y a un patrimoine à préserver afin de consolider ou de renforcer l'identité des villes », parce qu'on s'apercevait que l'architecture dite moderne était complètement stéréotypée, standardisée. Elle ne permettait pas de distinguer les villes les unes des autres, alors que les habitants avaient besoin de retrouver leurs racines, de s'approprier ou se réapproprier leur ville en exhumant du passé et en restaurant, en consolidant... ces traces du passé. « Il faut retrouver un urbanisme à la française », « Il faut rompre avec cet urbanisme importé des Etats-Unis, anonyme, où l'on retrouve les mêmes édifices partout, les mêmes supermarchés, autoroutes, parkings... ». Il fallait au contraire restaurer le passé, pour regarder vers l'avenir avec une France qui devait être fière de son passé – mais, ce discours, on le retrouvait aussi en Italie, en Espagne... Bref, plutôt que de faire table rase du tissu urbain ancien, on a au contraire essayé de le restaurer,

Mais la véritable raison était tout autre : il s'agissait de chasser vers la périphérie les couches populaires qui habitaient au centre-

ville, pour y faire venir principalement des cadres, des classes moyennes aisées... Avant, quand on voulait se débarrasser des vieux quartiers des centres-villes (pas ceux classés monuments historiques et utiles pour faire venir des touristes et donc enrichir la ville), c'était pour les remplacer par des « immeubles de standing », des équipements commerciaux modernes. Pour faire ces « immeubles de standing », on a détruit en France dans les années 50 et 60 plus de centres-villes que les bombardements américains pendant la guerre (qui en ont pourtant détruits pas mal : au Havre, à Brest, Lorient, Royan...).

A partir des années 70 donc, changement radical : on cherche à réhabiliter en parlant de « patrimoine », et à valoriser (traduire « faire du fric ») en multipliant les investissements dans les anciens quartiers populaires, afin qu'ils accueillent désormais des classes moyennes aisées, en général cultivées et appréciant beaucoup l'ambiance des centres-villes (notamment ceux qui renvoient à un passé historique prestigieux).

Ces opérations sont soit réalisées, soit en cours. Je l'ai ainsi vu à Poitiers, où on s'amuse à « piétonner » les places, à y planter des arbres et y mettre de nouveaux lampadaires (fréquemment de style rétro), à donner la priorité aux espaces publics qui accueilleront des manifestations diverses mais généralement culturelles et festives. Tout cela permet d'augmenter le prix des loyers et des ventes d'appartements pour tous les immeubles bordant ces espaces publics réhabilités – et a pour conséquence de chasser des centres les classes populaires. C'est une logique que l'on retrouve partout : aussi bien à Paris dans les ar-

rondissements du 19^e et du 20^e, qui sont des quartiers prolétaires traditionnels, qu'au centre de Grenoble, de Toulouse, de Lille... Aujourd'hui, le centre de Lille est réservé à des gens qui, par leurs salaires et revenus réguliers, peuvent « se payer » le centre, tandis que les employés, sans parler des gens au chômage, sont expulsés vers la périphérie.

Ce qui se passe à la périphérie des villes doit être mis en rapport avec ce qui se passe au centre.

La principale dynamique menée vise à délocaliser en périphérie les activités non rentables ou peu rentables ainsi que les populations dites non solvables, afin de réserver à une élite l'accès à la centralité urbaine. Et cette politique est la même que la municipalité soit de gauche (institutionnelle) ou de droite.

La seule ville qui échappe actuellement à ce phénomène en France, mais ce n'est qu'une question de temps, c'est Marseille : on note encore dans son centre-ville une présence dominante des classes populaires (ouvriers et employés, avec en plus une forte population d'origine immigrée pour l'essentiel de la deuxième et la troisième génération), malgré toutes les manœuvres de la municipalité de droite actuelle, avec Jean-Claude Gaudin. Pourquoi cette exception marseillaise ? Tout simplement parce que les bourgeois marseillais ont peur d'habiter au centre : ils trouvent que c'est dégradé, dangereux ; ils ont leurs beaux quartiers au sud de Marseille, ou alors en périphérie (dans les collines aixoises par exemple), alors ils ne voient pas pourquoi ils iraient dans le centre. C'est donc la réticence des classes aisées à venir habiter dans le centre de Marseille qui explique l'insuccès des politiques dites de réhabilitation concernant son centre-ville – contrairement aux autres villes.



Aux Etats-Unis, on parle sans euphémisme de « nettoyer les centres-villes ». C'est non seulement un simple nettoyage physique, mais aussi un nettoyage social : on déloge toutes les populations pauvres. En France, une certaine « tradition de gauche » fait que, même lorsque l'on mène une politique de droite, on ne peut pas utiliser des termes trop crus pour la désigner ; alors on ne parle pas de « nettoyage », mais de « mixité sociale », il faut mélanger des riches avec des pauvres. D'ailleurs on ne dit pas « riches » et « pauvres » : dans le langage officiel, on parle pour les pauvres de « catégories modestes », « populations vulnérables », « couches défavorisées » – et pas du tout de « prolétaires », « classe dominée », « classe exploitée ».. : ça c'est du langage marxisant, extrémiste. Bref, on utilise toujours des euphémismes pour atténuer la violence des rapports sociaux, qui existent sur les lieux de travail mais aussi sur les lieux d'habitation.

Le capitalisme s'est transformé : on n'est plus à l'ère industrielle classique, le capitalisme s'est technologisé, financiarisé, flexibilisé... Son inscription dans l'espace n'est de fait plus la même : si l'idée est toujours de dominer l'espace urbain, ses impératifs ont changé et sa logique n'est plus la même. La finalité principale de la « reconquête des centres-villes » (une expression peu souvent utilisée parce que « conquête » implique affrontement, ennemis, c'est un terme trop belliqueux alors qu'il n'y a officiellement pas d'ennemis), c'est la « métropolisation ». Autrement dit, la tendance lourde et dominante à la concentration, dans quelques villes, des activités décisionnelles, de commandement, de direction : sièges sociaux, quartiers généraux des firmes (ou de leurs succursales, avec les services correspondants). En termes

techniques, on qualifie de « polarisation spatiale » cette concentration dans certains pôles urbains des activités décisives et fondamentales pour le fonctionnement du système capitaliste. Et, à cette fin, les villes sont triées sur le volet : peut d'entre elles peuvent le faire. C'est donc la course, la concurrence, la compétition entre les villes pour attirer les sièges sociaux, les promoteurs, les patrons de firmes, et ce qui va avec : laboratoires, centres de recherche, toutes ces activités sur lesquelles repose la logique du capitalisme.

Il faut que les villes soient accueillantes pour ces activités-là. Mais le problème, à l'heure actuelle, c'est que la ville au sens classique du terme (la commune) n'est plus assez grande pour accueillir toutes ces activités. Il faut donc l'élargir : alors qu'avant on pouvait caser tout ça en centre-ville, ce n'est plus possible, et la politique urbaine est de ce fait envisagée au niveau de l'agglomération – c'est-à-dire de la ville-centre (la ville principale) et de ses communes proches (les banlieues). Et on essaie même maintenant de capter aussi dans cette « métropole » certaines zones rurales en les urbanisant, certaines petites villes éloignées pouvant ainsi ac-

cueillir les nouvelles populations... Il existe, on le voit donc dans les sociétés capitalistes tant une division sociale du travail qu'une division sociale urbaine.

Mais certaines activités importantes pour les capitalistes ne peuvent être mises au centre des villes et doivent être installées dans sa périphérie immédiate. Par exemple les centres de recherche, laboratoires, industries de pointe, universités, grandes écoles... On crée des campus, ce qu'on appelle des « pôles de compétitivité » et qui permettent la jonction entre la recherche, l'enseignement supérieur et l'industrie dite « innovante », et c'est ça qui forme les « noyaux » de la métropolisation.

Dans les années 80, on appelait « technopoles » ces villes qui accueillait à la fois des étudiants, des ingénieurs, des cadres et des enseignants. Les technopoles, très en vogue, étaient ces villes dont la dynamique reposait sur la « synergie », la « combinaison », l'« interaction » de l'enseignement, la recherche et l'industrie de pointe., l'objectif étant la combinaison de ces trois éléments en un même lieu.

Si les maires font tous la même



politique, c'est qu'ils sont tous soumis à la même logique, celle qui régit tous les rapports sociaux dans toutes les sociétés capitalistes. Et cette logique a été résumée par une formule qui avait été inscrite dans le projet de traité constitutionnel européen refusé par 54 % des votants : la « concurrence libre et non faussée ». Cette formulation, on la doit au staff du père spirituel de cette Constitution : VGE, qui continue à 81 ans de sévir comme idéologue du libéralisme avancé, la « concurrence libre et non faussée » s'appliquant aux individus, aux entreprises, dans tous les domaines...

On note également une compétition entre villes pour accéder au rang de métropole, et la logique est effectivement la même dans toutes les villes : il faut restructurer le centre de toutes les villes pour qu'il accueille les activités dites supérieures, « nobles », de commandement. Les activités subalternes, le commerce quotidien, le logement pour les couches populaires : tout ça, c'est en périphérie. Et le caractère élitiste de cette centralité urbaine se renforce, à travers la revitalisation du patrimoine (car la carte culturelle est importante maintenant : ce qui se vend bien, c'est le passé, la culture, donc il faut mettre en valeur tout ce qui renvoie à la culture, au passé, à l'histoire, aux grands faits d'armes...), et aussi par le recours à des architectes internationaux, des stars de l'architecture qui peuvent renforcer l'histoire de la ville quand on met en place un équipement nouveau. On a créé des départements ou des services spécialisés de marketing urbain, parce que, les villes étant en concurrence, il faut les vendre, comme on dit, aux investisseurs, aux universitaires, aux promoteurs... Et pour cela on fait appel à des architectes connus au plan national voire international. Par

exemple, n'étant pas des spécialistes, vous ne connaissez peut-être pas l'architecte en chef chargé de réhabiliter le centre de Poitiers ; mais nous on le connaît très bien, c'est une des stars de l'architecture française : Yves Lion. Il réalise aussi bien des opérations architecturales ou des immeubles à Dubaï ou Shanghai qu'à Poitiers, dont il aménage le « cœur ».

Le qualificatif qui revient le plus souvent dans les discours, concernant cette politique d'« élitisation » du centre-ville, c'est « haut ».

Primo, on attire des activités de « haute » technologie, innovantes (ça peut être des nanotechnologies, des microtechnologies, informatique, agro-business...).

Deuxio, on vise la population à « haut » revenu – ainsi que celle à haute qualification, majoritairement des bac + 5 ou 6, donc pas de la « main-d'œuvre » mais de la « matière grise », d'après le jargon de la technocratie aménageuse. Pour attirer de la main-d'œuvre hautement qualifiée et à haut revenu, il faut – car ils aiment se distraire et se montrer – des équipements haut de gamme : opéra, palais des congrès, médiathèques... C'est ça la priorité.

Tertio, et conformément à l'idéologie dominante de l'écologie où il faut tout verdir, le dernier « haut » en matière d'aménagement et d'urbanisme, c'est le HQE, la « haute qualité environnementale ». L'objectif est en effet aujourd'hui de faire du capitalisme durable grâce à toute une série d'aménagements. Les capitalistes américains appellent ça le « *greenwashing* » – le lavage vert du capitalisme, pour que celui-ci soit mieux accepté, et qu'en limitant la pollution on puisse le faire durer plus longtemps. Mais on sait bien que les accords de Kyoto c'est du bidon : la pollution augmente, et aucun des objectifs de la conférence de Rio n'est rempli. Copen-

hague, le « Grenelle de l'environnement », tout ça c'est du pipeau...

Toujours est-il que haute technologie, haute qualification, hauts revenus, équipement haut de gamme et HQE sont les cinq piliers de la sagesse de l'urbanisme en France [la rédaction de L'Épine noire vous renvoie à un sixième haut : celui des bus à haut niveau de service, cf. l'article dans ce numéro].

Je parlais tout à l'heure de la novlangue... Il faut voir le discours présenté sur les panneaux, présentant l'avenir sinon radieux, du moins riant de Poitiers. Ce discours, on le retrouve partout : l'harmonie, l'équilibre, la végétalisation de l'espace urbain, tout y est ! On a l'impression d'une disneylisation permanente de l'espace urbain.

A Dijon, où je me suis récemment rendu, le maire socialiste, qui est écolo et conseiller de Ségolène Royal, est pour une « écométropole ». A Brest, municipalité PS, on s'appelle la métropole Brest-BMO « Brest métropole océane ». Tout est verdi, dans le pur style de la « novlangue » : on change le langage pour changer l'état d'esprit des gens et faire dire aux mots le contraire de ce qu'ils signifient. De la même façon qu'il n'y a plus de guerre mais des « opérations de police internationales », plus de bombardements, mais des « frappes », en matière d'urbanisme le langage utilisé vise non seulement à masquer la réalité mais aussi à la faire apparaître sympathique et bénéfique pour la population. C'est un langage stéréotypé, et le vocabulaire de ces gens est très limité.

Vous pouvez retrouver le petit lexique « techno-métro-politain » de Jean-Pierre Garnier à cette adresse :

<http://www.article11.info/?Petit-lexique-techno-metro>

De l'économie de la connaissance (ou de l'immatérialité) à Poitiers

«C'est la vie la concurrence. Je vais même vous dire mieux, moi, j'ai la concurrence qui coule dans mes veines.»
Nicolas Sarkozy, au JT 20h de TF1 le 4/09/05

«Les individus ne constituent une classe que pour autant qu'ils ont à soutenir une lutte commune contre une autre classe ; pour le reste ils s'affrontent dans la concurrence.»
Karl Marx, L'idéologie allemande.

La concurrence c'est la guerre, le profit c'est le butin

Le capitalisme, de part son fonctionnement propre a besoin de conquêtes d'espaces (ce qu'il appelle « marché ») divers et variés pour perpétuer les profits engrangés par quelques uns. Sans rentrer dans l'explication marxiste des phases du capitalisme et ses contradictions internes, chacun peut constater qu'aujourd'hui, le capital a besoin (du moins dans les pays dits développés) de moins de bras pour produire des biens. De plus, le capital s'est en grande partie financiarisé et dématérialisé à l'image des paradis fiscaux ou des spéculations boursières. L'ère de l'industrialisation est révolue au grand dam des productivistes (cf. discours sur le ré-industrialisation du territoire). Les communautés de vie ouvrière et/ou prolétarienne se sont disloquées face à l'offensive du capital et de sa bourgeoisie.

Cette offensive libérale capitaliste est basée sur un principe de base, plus précisément une idée-force qu'est la concurrence entre les travailleurs, au sein même ,et entre, les communautés de vie : c'est, d'après la doxa libérale, un des gage pour le « progrès » humain. Ce qu'il faut comprendre par : c'est comme cela que les décideurs et capitalistes vont se faire des sous ! Alors tant bien que mal on masque ce mot avec d'autres : compétition, émulation... Ce principe de concurrence, on nous l'apprend de l'enfance (écoles, activités sportives ou musicales etc..) à l'âge adulte : il faut être le premier. Il régit un grand nombre d'activités économiques et sociales

aujourd'hui. Etre le premier à produire en masse et à moindre coût n'est pas quelque chose de nouveau pour les tenants du capital (on l'a bien vu avec le taylorisme). C'est la base même de la guerre économique que [se] mènent les patrons à travers le monde.

Poitiers dans la stratégie de Lisbonne

Ainsi, des efforts sont effectués pour capter, concentrer, mobiliser ; toutes les forces productives en présence, comme dirait Marx. Dans une ville comme Poitiers (et son agglomération) qui a un bassin industriel peu conséquent contrairement au secteur tertiaire : les plus grands employeurs dans l'agglomération sont ceux de la fonction publique (Hôpital / Université..) et les activités du tertiaire (tissu associatif et culturel fort, services, commerce, transports...). C'est avec cette réalité économique et sociale que la ville de Poitiers avec son projet Cœur d'Agglo tente de s'inscrire. En réalité c'est une stratégie qui a eu lieu il y a bientôt plus de dix ans (en 2000, en pleine bulle d'Internet et du mythe de la « Nouvelle Economie ») et qui s'est mise en place au niveau européen : c'est ce que les technocrates européens ont appelé la stratégie de Lisbonne.

En quoi consistait cette stratégie ? C'était, selon les dires du Conseil Européen, de faire de l'Union Européenne, « l'économie de la connaissance [1]la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ».[2]

Force est de constater que ce fut partiellement un échec (surtout en matière de création d'emplois...certains s'en plaindront pas..). D'ailleurs, dès 2005, certains Etats membres vont faire marche arrière en considérant qu'il y a très peu de perspectives communes étant donné les décalages des mises en application de cette stratégie entre les dits Etats membres. En somme chacun pour sa peau et puis, ce sont les multinationales qui décident, mécontentes du vote des français et hollandais contre le projet de la constitution de la « concurrence libre et non faussée ».



Luttes contre « l'utilité » et le processus de « raréfaction des savoirs »

Il n'y a pas de hasard dans la politique globale de la ville de Poitiers entre les pôles de compétitivité axés autour d'une spécialisation dans les industries des connaissances et le Projet de Cœur d'agglomération, il y a continuité, résonance même. Laisser la ville et ses habitants et ce, dès les bancs de l'école. On l'a récemment vu à chaque mouvement dans les lycées ou bien dans les universités (contre la LRU et la réforme de la « mastérisation »). Mouvements opposés (mais pas seulement) au processus de Bologne, qui sous couvert d'ouverture de « l'espace universitaire européen » applique une politique basée sur l'utilité et la non-utilité des individus et des connaissances. Ces luttes étudiantes ont mis en lumière le fait que le monde qui leur est destiné est celui qui fait la distinction entre la connaissance reconnue et celle non reconnue par les marchés (on pourrait aller plus loin en disant culture dominante contre culture populaire). Grosso modo, ce qui se joue c'est l'avenir d'un monde qui considère ce qui est bon

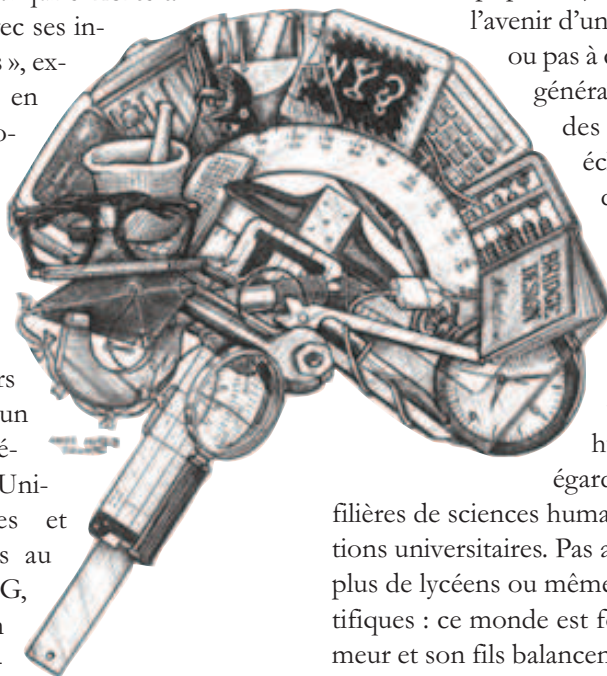
ou pas à comprendre, à saisir pour ces futures générations et qui est prêt donc à raréfier des connaissances et des savoirs qui échappent de fait à une emprise totale du capital. C'est aussi une critique contre toute notion de capital humain, contre une vision utilitariste et asservissante des connaissances par les puissants, contre une éducation de marché. Contre un système scolaire qui oppose sciences humaines et sciences dures. A cet

égard ça n'est pas anodin que ce soit les filières de sciences humaines qui soient en pointe des agitations universitaires. Pas anodin non plus qu'il y ait de plus en plus de lycéens ou mêmes d'étudiants dans des filières scientifiques : ce monde est forgé pour eux. Il suffit qu'un imprimeur et son fils balancent un exercice du Bac S sur un forum sur Internet pour qu'il y ait « affaire d'Etat » - des parents d'élèves paniquent, un ministre d'Etat s'explique et le Tribunal Administratif saisi. Panique tellement bourgeoise qu'elle a été sans pitié avec celles et ceux qui ont refusé de plancher pour leur BTS !

Pour eux, pas d'aménagement, ils vont plancher Monsieur !

Néanmoins, des politiques volontaristes, de soutien aux industries de pointes par exemple, ont été effectués dans ce sens (où l'on a vu plusieurs multinationales profiter des deniers publics de collectivités pour pouvoir s'implanter ou même être exonérées d'impôts). Mais c'est aussi et surtout une vague de privatisation et marchandisation (engagée par les socialistes..) tous azimuts des services qui s'est abattue sur de nombreux pays dans des secteurs qui tant bien que mal étaient sous le regard public (gaz, électricité, éducation, poste, télécoms transports etc.). Et, il y a eu un des axes majeurs qui a été le soutien aux industries ayant un besoin de connaissances pour la recherche fondamentale et/ou appliquée afin de la mettre en valeur. Sur le credo schumpetérien que toute innovation apporte le bonheur aux êtres humains, on a mis en place de pôles de compétitivité ou d'excellence (par exemple le Biopôle sur le Campus universitaire). De plus, à ce propos la Région Poitou-Charentes souhaite devenir une région moteur de la recherche-développement dans ce qu'on appelle énergie « verte ». On voit bien la supercherie, sous la couche de peinture verte, c'est toujours le capital qui exhorte à sauver (sic) à sauver la planète, avec ses industries « vertes », voitures « vertes », extension et concentration de plus en plus grande de supermarchés biologiques qui coexistent avec la centrale nucléaire de Civaux : c'est le « greenwashing ». [3]

Faire de Poitiers une ville de cadres dynamiques, entendre par là, utiles à l'agglomération. Et Poitiers est comme de nombreuses villes un cas : une ville « formant » énormément de jeunes ou moins jeunes (Université, Ecoles de commerces et d'ingénierie, formations annexes au sein du programme GRUNDVITIG, CNED, etc.) qui ont, de plus en plus recours aux nouvelles technologies de l'information et de communication (télécommunications, logiciels, informatique, Internet...etc.) contribuant donc à diffuser des savoirs et de la connaissance. Toutefois, un grand nombre de poitevins doivent quitter la région car il y a très peu de débouchés. Ainsi, c'est une manne de savoirs et de connaissances échappent à la ville. Pour y remédier, la stratégie propose de miser sur la commercialisation de ces savoirs et ces connaissances.



[1] Rapport sur http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://ec.europa.eu/growthandjobs/pdf/kok_report_fr.pdf

[2] Quelques personnes se sont penchés sur cet aspect immatériel du capital. On peut noter quelques théoriciens -proche du philosophe italien Antonio Negri- de la revue Multitudes, appelé cela capitalisme cognitif . <http://multitudes.samizdat.net/>

[3] Voir article du Monde Diplomatique Aout 2011 , « Dans le laboratoire de l'écologie-bourgeoise »

Haro sur l'alcoolisme étudiant... (Et pas seulement)

*« Si tu donnes du vin à boire à la Montagne,
Elle danse. Vraiment la vigne est sans défaut.
Je ne regrette pas de l'avoir pour compagne :
Comment avoir sans vin, l'éducation qu'il faut ? »*

Omar Khayyām.

La même ritournelle des administrateurs : occuper le terrain médiatique sur des thèmes aussi futiles et ressassés en cette période d'un retour en force de l'ordre morale et d'un puritanisme nauséabond. Cette fois-ci c'est la nouvelle rectrice de l'académie de Poitiers Martine Daoust, transfuge de Limoges, qui souhaite s'occuper des jeunes et de leurs penchants pour l'alcool.



Gestion et contrôle « sanitaire »

Nommée par l'Etat (en conseil des ministres) à la tête de l'académie de Poitiers, Mme Daoust souhaite frapper un grand coup dans les habitudes alcooliques des étudiants de Poitiers en pondant un rapport, pour le compte du ministère de l'éducation supérieur de Valérie Pécresse (Mme LRU) sur les soirées étudiantes et week-end d'intégration [1].

Ce rapport rappelle les conséquences de l'alcoolisme sur la vie des individus et leur communauté, et traite des moyens pour y remédier. On retrouve des termes comme « cadre », « contrôle », « dispositifs », « gestion de l'ivresse ». Ou bien encore pour ne pas paraître trop infantilisant « prévention », « sensibilisation ».

Ce rapport est un tremplin pour une éventuelle loi qui régirait toutes les soirées étudiantes dans des lieux publics! Fort heureusement plusieurs associations et organisations étudiantes ont accueilli avec scepticisme ce rapport comme projet de loi.

Poitiers, cible idéale pour l'infantilisation

Mme Pécresse a décidé de s'attaquer à un domaine où les jeunes avaient encore une assez grande marge de manœuvre d'autonomie dedans ou en dehors de cadres institutionnels ou non : organiser des soirées pour être avec des ami.es, susciter des rencontres, boire comme bon leur semble. Que ce rapport soit rédigé par la rectrice de l'académie de Poitiers a un sens assez particulier. Ville étudiante par excellence, Poitiers est un terrain parfait :

l'esprit rabelaisien de la grosse cuite et de la rencontre fortuite du jeudi soir ou du week-end y sont prédominants.

Ce qui montre à quel point ce rapport est, en plus d'un retour en force de l'ordre moral (ne bois pas de l'alcool sinon la goule te guette !) d'une campagne hypocrite, car il existe déjà des cadres juridiques qui gèrent la vie nocturne, des associations qui font de la prévention ou d'aide des victimes de manœuvres dégradantes et autoritaires des bizutages etc.

Contrairement à ce que pense Mme Daoust (spécialiste des phénomènes additifs relatifs à l'alcool et présidente d'honneur de la Société Française d'alcoologie [2]) et/ou le sociologue qui pense qu'il y a un lien entre esprit de compétition capitaliste, anomie sociale et taux d'alcoolisme, les étudiants et autres jeunes savent se prendre en charge... Pas besoin de marquer encore une fois le caractère biopolitique des dispositifs de contrôle en matière de santé publique qui généralement s'exercent sur les classes populaires (comme ce fut le cas au XIXème siècle contre « l'alcoolisme ouvrier » à Paris).

« Tuer le monde de la nuit Pictave »

Ce qui se joue, c'est bien plus que la gestion de l'alcoolisme chez les étudiants, mais du monde de la nuit à Poitiers. Déjà, les professionnels s'étaient inquiétés du nombre de fermetures administratives de leurs bars ou boites (il y avait même eu un débat au Confort Moderne

entre quelques professionnels et sociologues sur l'avenir des nuits poitevines).

Derrière cette prétention de protéger les étudiants, les autres catégories sociales sont également visées.

A bien y regarder, c'est d'une certaine cohérence : fermer des bars sous des prétextes douteux, pondre des rapports pour obliger les étudiants et autres jeunes de déclarer une fête en préfecture comme pour aller déposer une manif', l'arrivée de ces nouveaux keufs appelés « patrouilleurs », rénovation urbaine (embourgeoisement) du centre-ville.

Tout doit être sous contrôle : tous les lieux, des places ou les moments où des groupes, des collectifs émergent ou se retrouvent.

[1] Rapport disponible en ligne.

http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2011/56/8/Rapport_Daoust_169568.pdf

[2] SFA

<http://www.sfalcoologie.asso.fr/page.php?choix=A1>

[3] Ouste Daoust

<http://www.rezocitoyen.org/ouste-daoust.html>

Do it yourself ...

Un numéro 0 commençant par « gueule de bois », un nom de journal faisant référence à un alcool maison (et non à une quelconque organisation opaque), sans oublier le penchant irrémédiable des différentEs membres de la rédaction pour la colpi, nous devons bien évidemment consacrer et partager quelques lignes et recettes avec les aficionados de la biture et autres amateurs de cocktails détonants. On vous l'accorde, la recette de l'épine a un fâcheux inconvénient : utiliser de l'alcool pour en concevoir un autre ! Alors on vous propose un autre alcool maison, qui ne nécessite pas de mélanger différents alcools.

Vin de pousse d'épine noire

Courant mai - début juin, baladez-vous avec vos potes, dans les bois ou en bordure des champs ; recherchez des buissons d'épine noire et vous trouverez des « pousses d'épine ». Ramassez-en un bon paquet, récupérez la tête des tiges (4 ou 5 cm) ; en les écrasant dans vos mains, vous devriez sentir une odeur assez caractéristique. Il vous faut au préalable avoir chopé du vin, de l'eau-de-vie et du sucre.

Lavez les feuilles et les tiges, ça évitera d'avoir trop de dépôt dans les teillbous ; mettez-les dans un récipient de macération, ajoutez le sucre, l'eau-de-vie et le vin. Mélangez bien le tout pour faciliter la dissolution du sucre, laissez reposer pendant environ un mois en agitant votre mélange assez régulièrement. Ensuite, filtrez votre préparation assez finement, c'est toujours plus agréable à boire, mettez le tout en bouteilles. Votre vin d'épine est prêt à boire ; vous pouvez toujours en garder, ça se conserve bien.

Les quantités pour 6 litres de picole :

250 grammes de feuilles d'épine noire (avec les tiges) ;

4 litres de vin (rouge, blanc, rosé suivant vos goûts) ;

1 litre d'eau-de-vie ;

1 kilo de sucre ;

Vous pouvez rajouter de la vanille, des zestes de citron, d'orange... suivant vos envies.

Cache-misère pour Mme Daoust

C'est vrai que si elle a été nommée en conseil des ministres, Martine Daoust n'a pas été élue par le Conseil d'administration pour enrayer la politique des suppressions de postes dans l'éducation dans la région. Sans broncher, elle est l'instigatrice de quelques centaines suppressions de postes dans le premier ou second degré et de la prolifération d'emplois précaires[3].



Le vin de pissenlit

Ramassez les fleurs de pissenlit quand elles sont bien ouvertes, lavez-les et ébouillantez-les. Mélangez l'eau, les fleurs de pissenlit, faites bien chauffer le tout. Puis laissez refroidir et reposer pendant quelques jours ; ôtez les fleurs en les vidant bien de leur jus dans le mélange. Ajoutez le sucre, la levure de bière, des bouts d'orange, de citron en laissant la peau, vous pouvez aussi mettre des raisins secs et du miel, de la cannelle, du gingembre... suivant vos envies et celles de votre crew. Vous devez maintenant laisser macérer le tout pendant au moins un mois, en remuant assez souvent – évitez de fermer votre récipient (fût, grande bouteille...), avec la fermentation ça risque de faire sauter le bouchon et d'en foutre partout, une feuille de papier ou du journal fera l'affaire. Ensuite, filtrez bien votre mélange, n'hésitez pas à réitérer l'opération afin d'éviter le maximum de dépôt dans les bouteilles, versez le tout dans vos boutanches et attendez que le tout soit bien au repos pour les boucher fermement.

Pour 5 litres d'eau, ramassez 4 ou 5 kilos de fleurs de pissenlit

Entre 2 et 2,5 kilo de sucre ;

De la levure de bière (attention à ne pas en mettre trop) ;

Des oranges, des citrons, des raisins... ;

Du miel (pour adoucir le vin et éviter l'amertume), de la cannelle, du gingembre...

Maintenant, ici...

« Nous, occupants de l'immeuble situé au 89 de la rue des Feuillants depuis près de deux semaines, avons ouvert ce lieu au public le 15 juin après avoir prévenu le voisinage de notre présence.

Notre démarche est politique. Nous entendons faire de cette habitation un lieu d'échange et de rencontres : repas de quartier, friperie, expressions diverses... Nous vous invitons à venir participer à différents débats ainsi qu'à proposer des sujets de discussion. Nous souhaitons nous organiser sur l'initiative de chacun et chacune afin de nous réapproprier, à notre mesure, la ville, le temps et l'espace. A très bientôt ! »

(communiqué d'ouverture des squatteur-euse-s du « con »)



Un groupe d'individuEs considéré comme proche de « la mouvance anarchiste » -selon les merdias poitevins-, a ouvert une maison à Poitiers à partir de la mi-juin. L'occupation du lieu a été plutôt courte ; en effet après plusieurs tentatives d'intimidation de la part de la police, de Logiparc (bailleur sociale propriétaire des murs de cette maison) [1], de mensonges à répétitions dans la presse locale [2], d'une décision d'expulsion délivré extrêmement rapidement ; la joyeuse bande d'occupantEs à quitter les lieux dans la nuit du 23 au 24juin. Bien sûr la police (en nombre) est intervenue à environ 3h du matin durant le déménagement, en s'introduisant dans la maison sans huissier de justice, l'ensemble des personnes présentes ont réussi à faire pression et à sortir sans qu'une seule identité n'est pu être récupérer par les pandores.[3]

Ce lieu a permis de rencontrer des voisins, d'organiser des bouffes collectives, une projection, et des débats. Mais surtout elle a permis à un grand nombre de personnes de se rencontrer et à se connaître ; créant une dynamique et des envies que ni les flics ni la presse et autres juges ne pourront enrayer. Nous prenons bonne note que ni la mairie, ni la police et autres personnalités influentes poitevines ne nous laisserons ouvrir un lieu [4], face à la restructuration urbaine poitevine nous continuerons les hostilités à leur encontre.

[1] : Jean-François Macaire, président de Logiparc, indique que « l'occupation de maison peut s'avérer très dangereuse. Il n'y a pas de lumière. En tout cas, on s'éclaire je ne sais trop comment. En plus, il n'y a aucune assurance. Nous ne pouvions pas laisser faire. C'est la raison pour laquelle j'ai fait poser des serrures.» sic Il ajoute que « s'il s'agissait de personnes en recherche d'un logement, nous pourrions leur en trouver un. J'avais fait la proposition lors d'un précédent squat. Il m'avait été répondu que ce n'était pas la question. Et les squatters ne souhaitaient pas non plus que la Ville leur propose un local associatif. »

[2] : <http://juralib.noblogs.org/2011/06/25/immobilier-et-anarchisme-a-poitiers/>

[3] : Selon la HaineR les squatteurs sont partis d'eux même. Sic

[4] : cf article sur Vinci, et la tentative d'ouverture d'un squat le 5 Nov.



L'immeuble en question est vide depuis des années. Pour donner une idée, il était déjà vide à l'époque d'un précédent squat sur Poitiers il y a plusieurs années : «La Chausseterie» qui se trouvait juste à côté...

The Patrouilleurs, police partout...

Cela n'aura échappé à personne, surtout pas aux habitants de Poitiers, Mantes, Nice et Strasbourg : leur ville a fait la une de l'actu avec l'« entrée en action », le 9 mai, des « patrouilleurs » annoncés par le ministre de l'Intérieur Guéant, qui avait annoncé la création de ces unités de police en avril. Pas de temps à perdre, donc : « *Il faut lutter contre la délinquance, la criminalité, les faire reculer et créer un climat, une ambiance de sécurité* », d'après ses termes. Apparemment, le flot de lois et mesures liberticides diverses de ces dernières années ne leur suffit pas (en faire la liste ici serait superflu). En fait, c'est un rituel, dès qu'un nouveau larron arrive au ministère de l'Intérieur, il faut qu'il crée son unité spéciale. En réalité, cette pratique existe dans les autres ministères aussi : si un ministre ne sort pas une loi à son nom, il tombe dans l'oubli.

Et l'oubli, en « politique », c'est la mort. Pour montrer qu'on est passé au ministère de l'Intérieur, qu'on a servi la France, il faut créer son escadron.

En 2008, Alliot-Marie crée les UTEQ (unités territoriales de quartier) avec leur caractère de proximité comme argument. Le 17 août

2010, Hortefeux sonne le glas des UTEQ. Place désormais aux brigades spécialisées de terrain (BST). Un nom qui claque, fini la plaisanterie. En réalité, ce n'est jamais qu'un coup de com' de plus, peu après les émeutes à La Villeneuve, à Grenoble. Aujourd'hui, place aux « patrouilleurs » – l'ordre version Guéant. Effet d'annonce une fois de plus. Différence avec la flicaille traditionnelle ? Aucune. Leur mission ? « Observer et écouter, se renseigner, interpeller. »

Mais pourquoi avoir choisi Poitiers ? A vrai dire, la question n'est pas abordée. Mais quand on la pose, la réponse paraît tellement vide de sens que l'on peut juste en conclure que les vraies raisons nous dépassent tous.

C'est vrai qu'avec Cœur d'Agglo Poitiers se refait une « beauté ». Une bonne occasion de donner à la ville une actu nationale pour en faire la promotion. La jonction entre urbanisme et police s'opère davantage encore du fait de la répartition par quartiers des effectifs. L'organisation de ces « patrouilleurs » est divisée en deux : « patrouilleurs de circonscription » et « patrouilleurs de secteur ». L'idée est de placer ces patrouilleurs de secteur de préférence sur tel ou tel quartier.

Mais, qu'elle soit à Poitiers ou ailleurs, la police reste la même. Elle matraque, parfois à mort. La vraie question à se poser concerne le rôle de la police – y compris celle de proximité, vantée par la gauche et que l'actuel gouvernement se défend de faire renaître.

Pourquoi une police de proximité ? Pour notre cher ennemi Papineau, parce qu'il faut « OPTIMISER la visibilité de la police¹. » La police doit être partout, comme si on ne voyait déjà pas assez de bleus dans les rues de Poitiers (et d'ailleurs). Mais le gouvernement le répète sans cesse, il ne s'agit pas d'une « police de proximité ». Soit, mais même si les pa-



La fine équipe du comico prend la pose rien que pour vous!

trouilleurs étaient une police de proximité, on n'en voudrait pas non plus. La police de proximité est une police comme les autres. Les flics de proximité sont des rabatteurs d'information ; celles et ceux qui leur répondent rien de plus que des balances en puissance. Voilà comment les choses se passent : aller au contact de la population le jour pour recueillir des informations, pour que la BAC et autres brigades de choc puissent intervenir plus facilement la nuit ; et Papineau d'affirmer : « Dans ce dispositif [les patrouilleurs], l'investigation et la répression ne sont pas délaissées au profit de la prévention². » Une bonne nouvelle pour Papineau donc...

¹http://www.marianne2.fr/Patrouilleurs-Gueant-sort-des-flics-de-son-chapeau_a205835.html

²Cf le torchon gratuit de Poitiers, même pas bon pour allumer votre cheminée hivernale : « 7 à Poitiers » du 11 mai 2011

ça pue du nuke...

Avec la catastrophe de Fukushima, il a sauté aux yeux qu'après des années d'enlèvement électoraliste et de mainmise bureaucratique et politique d'une bonne partie du mouvement antinucléaire ce dernier n'était plus en mesure de répondre à l'arrogance et à la désinformation des lobbies du nucléaire. L'exigence d'arrêt immédiat s'est vu opposer des scénarios de décision immédiate d'arrêt dans dix, vingt, trente ou quarante ans ayant comme seul point commun de vouloir sauver par tous les moyens le système économique et social qui est précisément à l'origine du développement du nucléaire. Autrement dit, arrêter le nucléaire, oui, mais en sauvant ceux qui ont tant investi dedans et à qui il faut laisser le temps d'engranger les bénéfices prévus et de se reconvertir, tels de bons capitaines d'industrie. Les récentes palinodies qui ont parsemé les tractations entre le PS et EELV ne sont que la lamentable illustration et l'aboutissement d'une longue suite de renoncements, ainsi de la montée d'apparatchiks aux dents qui rayent le plancher et dont l'unique souci est de bénéficier de places électives.

Le 15 octobre dernier, dans plusieurs villes de France, se déroulèrent des manifestations qui, pour la plupart, réunirent peu de personnes. Sauf à Rennes, où 20 000 manifestants crièrent leur détermination à en finir avec le nucléaire. Le succès rennais était dû à la proximité de plusieurs luttes régionales (aéroport de Notre-Dames-Landes, lignes THT...), à une « tradition » de luttes antinucléaires fortes en Bretagne, mais aussi au fait que le collectif qui organisait le rendez-vous n'était pas structuré seulement par les écolos de gouvernement ou par le réseau Sortir du nucléaire bureaucratisé, mais aussi par une forte présence de collectifs autonomes, de dissidents de ce réseau et de libertaires. Les 2 000 personnes qui se sont regroupés au sein de la manifestation en un cortège anticapitaliste pour l'arrêt immédiat du nucléaire ont démontré qu'il était peut-être en train de se passer quelque chose, d'autant que s'est griffée immédiatement après l'initiative du camp de Valognes pour bloquer le train de déchets nucléaires en marche vers l'Allemagne. Le succès de l'appel a été immédiat, et de nombreux collectifs et individus se sont sentis concernés. L'appel affirmait avec force quelques évidences : « *La nécessité de nous opposer au nucléaire ne signifie pas qu'il faille lui opposer les "énergies alternatives", sous peine de nous retrouver aux côtés des nouvelles mafias industrielles qui exproprient les paysans des Pouilles et bientôt du Maghreb pour y construire leurs absurdes centrales solaires, et pour finir aux côtés du CEA devenu entre-temps Commissariat aux Energies Alternatives. La ligne de partage n'est pas entre le*



nucléaire et les énergies alternatives, mais entre une production d'énergie centralisée, commerciale et gérée par en haut, et une production décentralisée, contrôlée localement et renouvelable ; une production en contact direct avec les besoins qu'elle doit satisfaire... » ; « L'hypothèse qu'il suffirait de "faire de l'information" et de faire pression sur les élus, qui ne seraient pas assez au fait de la menace nucléaire, a été battue en brèche par Fukushima : tout le monde sait désormais. Des sondages veulent bien admettre que 60 % de la population française ne veut plus du nucléaire, et pourtant rien ne change. C'est donc que le problème nucléaire en France n'est pas une question technique d'argumentation rationnelle et de transparence de l'information, mais une question politique de rapport de forces. »

Restait à renforcer l'idée que tenter de bloquer le train et organiser un camp pendant trois jours ne consistait pas à faire un coup d'éclat médiatique et spectaculaire, mais à commencer à mettre en place des perspectives avec l'objectif de reconstruire un mouvement. Et finalement, on peut affirmer que ce fut un succès. Plus de 500 personnes participant à la fois à l'autogestion du camp, aux assemblées générales, au blocage, une participation souvent élargie à des locaux et souvent composée de représentants d'autres luttes (No Tav, Bure, NDDL), en pleine semaine fin novembre dans le Cotentin, cela vaut largement le même nombre à Toulouse ou à Bordeaux un week-end, en plein soleil, dans une manif plan-plan adoubee par le réseau pour un avenir (lointain) sans nucléaire ou par les Verts !

Les tentatives pour dénigrer l'initiative ne manquèrent pourtant pas. Greenpeace et les Verts, qui avaient soutenu officiellement le projet au début (ils ne pouvaient faire autrement !), convoquèrent en définitive à un rassemblement « pacifique » (squelettique, 80 personnes !) loin du camp, histoire de se dissocier d'un « rassemblement d'anarchistes voulant le désordre » ; parallèlement, ils se sont répandus en circulaires internes destinées à leurs contacts pour les dissuader de se mêler aux actions prévues. Belle façon de soutenir ! D'un côté, si tout se passe bien, on récupère des voix ; de l'autre, s'il y a des incidents, on évite d'en perdre.

Il s'agissait, à Valognes, de montrer qu'il était possible de s'appropriier un lieu et une lutte, d'y pratiquer une action directe collective rompant avec celles de petits groupes de spécialistes non-violents, comme Greenpeace souhaite en avoir le monopole. Il s'agissait enfin de clairement dénoncer la société qui fabrique le nucléaire et d'en expliciter les raisons. La lutte antinucléaire sera de moins en moins spécifique, et elle ne devra être qu'une composante d'un vaste mouvement de sape contre l'ordre capitaliste qui nous domine sur tous les terrains.



Un copain

En document, le tract ci-contre distribué à Poitiers.



Souriez, vous êtes irradiés...

Pas de déchets nucléaires sur les lignes !

La France est l'État le plus nucléarisé du monde avec le Japon. Un parc de 58 unités de production réparties sur 19 sites nous a été imposé. Et il faut y ajouter des sites militaires, des sous-marins, des centres pour les déchets, des laboratoires, etc. Cette production d'électricité nucléaire est dangereuse physiquement et socialement (accidents majeurs, pollutions radiologiques et chimiques, militarisation, création d'une caste d'expert-e-s, centralisation, etc.). Plus on produit d'énergie nucléaire, plus la sortie du nucléaire devient illusoire du fait des déchets qui nous resteront sur les bras des milliers et des milliers d'années. Mais la décision d'abandonner tout de suite cette industrie reste un choix politique. L'exigence d'un arrêt immédiat, total et définitif est donc le seul mot d'ordre qui vaille, encore plus après la catastrophe de Fukushima.

Les nucléocrates jouent sur la peur ! Ils nous disent que si on arrête le nucléaire nous reviendrions à la bougie, nous crèverions de froid, nous mènerions une vie misérable ! Or, pour l'instant, c'est ça que vivent les habitants des alentours de Tchernobyl et de Fukushima... à cause du nucléaire!

Il s'agit là de pure propagande, car l'arrêt immédiat du nucléaire est techniquement possible sans que cela change grand-chose aux modes de vie en vigueur actuellement. Si les capitalistes y étaient obligés par la multiplication des catastrophes ou par la diminution drastique des bénéfices escomptés, ils trouveraient tous seuls le moyen d'arrêter le nucléaire en remettant en marche des centrales thermiques, hydro-électriques, et en faisant quelques économies d'énergie ici et là. Car ce qui compte pour eux ce n'est pas de nous rendre service en maintenant un mode de vie supposé élevé ou merveilleux, mais bien de faire des bénéfices ! Ce qu'ils veulent en prolongeant le nucléaire, c'est amortir leurs investissements et toucher les dividendes... et pour ça peu importe les catastrophes et les morts (les capitalistes se sont toujours foutus des dégâts collatéraux comme les guerres, ils se foutent aussi des explosions nucléaires).

Forçons-les à arrêter le nucléaire, mais en même temps battons-nous contre ce système qui a produit ce nucléaire et qui nous offre chaque jour la preuve de la nécessité de l'abattre. Les mesures d'austérité annoncées pour « recapitaliser » les banques touche nos salaires et nos retraites, mais pas les milliards engloutis par cette industrie qui remplit les poches des grosses entreprises et de leurs actionnaires. C'est pour ça que, à droite comme à gauche, ceux qui demandent une sortie du nucléaire en 20, 30 ou 40 ans ne font qu'offrir aux grands groupes capitalistes comme Bouygues, la Cogema, Vinci et autres les moyens de faire encore plus de bénéfices.

En novembre prochain partira un transport de déchets nucléaires CASTOR (Cask For Storage and Transport of Radioactive Material) de la Hague vers Gorleben, en Allemagne. Voilà qui nous donne une occasion d'agir. La question des déchets constitue le maillon faible de l'industrie nucléaire, et l'illustration la plus frappante du scandale qu'elle est dans son ensemble : on ne sait pas plus s'en débarrasser aujourd'hui qu'il y a soixante ans – on envoie ces déchets finir leur demi-vie sous terre à Bure, en Lorraine, ou à l'air libre en Sibérie.

La SNCF qui se dit encore « service public » devrait servir à transporter des gens et des produits utiles à tous. Pas des merdes ultradangeuses dont nous n'avons pas décidé la production. Les cheminots n'ont pas vocation à être des « travailleurs du nucléaire » comme on veut les y forcer. Mais le transport des déchets rapporte gros, et la SNCF a besoin de fric pour investir dans ce qui rapporte, les TGV par exemple, au détriment des lignes dites secondaires qui, elles, ferment.

Nous appelons au rassemblement le plus large possible afin de bloquer le train CASTOR à son point de départ, à Valognes dans le Cotentin, mais aussi à faire savoir par tous les moyens notre opposition à l'utilisation des trains et des cheminots à de telles fins.

*Collectif poitevin
pour l'arrêt immédiat du nucléaire (COPAIN)*

	A ₁	B ₃	C ₂	D ₁	E ₁	F ₃	G ₂	H ₂
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								

- 1 La ville aux cent clochers... et bientôt aux cent caméras si on laisse faire ;
- 2 Instrument de petite taille, avec une âme et des ouïes.
- 3 Les colons le dansaient et le chantaient dans la Nouvelle-France.
- 4 a. Ce qui manque à tichaud pour faire un légume ; b. Doublé, il rend débile ; c. On peut l'être ou l'avoir.
- 5 a. Négatif désinvolte ; b. 539 x 7 à l'envers sur ta caltos.
- 6 a. Maintenant qu'elle a intégré les Croates, pourquoi pas les Turcs ? ; b. Si tu ne veux pas qu'ils l'aient, laisse pas traîner ta clope au comico.
- 7 Tel l'appeau pour attirer le canard.
- 8 Peuvent l'être même bardés de diplômes.

A₁ Second effet Kiss pas Cool du pétard ou du flicard.

B₃ 1. Óglaigh na hÉireann; 2. Avec elle, tu peux mesurer l'énergie dégagée à Fukushima.

C₂ 1. Le pape n'en veut pas, mais c'est pas lui qui paie les couches ; 2. Parfois associée au brouillard.

D₁ Suffixe dont la prononciation évoque la mère Nicolas nous faisant couper du bois.

E₁ 1. Près de Civaux, un type de pastille recommandé ; 2. Infinitif très courant.

F₃ 1. De bas en haut, salut espagnol ; 2. Quand l'art prend de la bedaine.

G₂ Le clown symbole de la bouffe dégueu.

H₂ 1. Super Nase ; 2. Laxatifs fournis par le cassier.

**GRAND
JEU CONCOURS!
REMPORTEZ LE MINI-SHORT
DE COURSE DE JEF PAPINEAU
LORS DE SA COURSE AVEC LES
PATROUILLEURS, EN NOUS
RENOYANT LA GRILLE
COMPLETE!!!**



Correction du précédent numéro :

I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV			
C			H					P		L	O	P	S	I	1		
A	G	G	L	O			C	L	A	E	Y	S		U	2		
G				O	I			P		S			M	I	3		
E		T		K				L	I	P				S	4		
	V	O	T	E		D			N	I	G	L	O	S	5		
			M	E	R	L	E			E		U		E	6		
C	R	A					C		A			U	M	P	7		
			S		B	L	A	G	U	E			A		8		
P	O	I	L	U			U			P	L	S		A	G	9	
A		N		E		X				R					E	10	
F	L	I	C	S				D				V			G	11	
	G		G						C	A	R	L	E	S		E	12
	V			T	A	S	E	R				G			N	13	
						T		I				J	A	U	N	E	14
F	I	G	A	R	O							N					15

Solidarité Toulouse – Libération et arrêt des poursuites

Le 5 juillet dernier, une dizaine de personnes ont pénétré dans les locaux de la Protection judiciaire de la jeunesse, à Labège, pour manifester contre l’incarcération des mineurEs. En dépit du fait que, au dire même du procureur, l’action menée « n’a finalement fait que peu de dégâts », la répression s’exerce aujourd’hui de façon brutale et arbitraire.

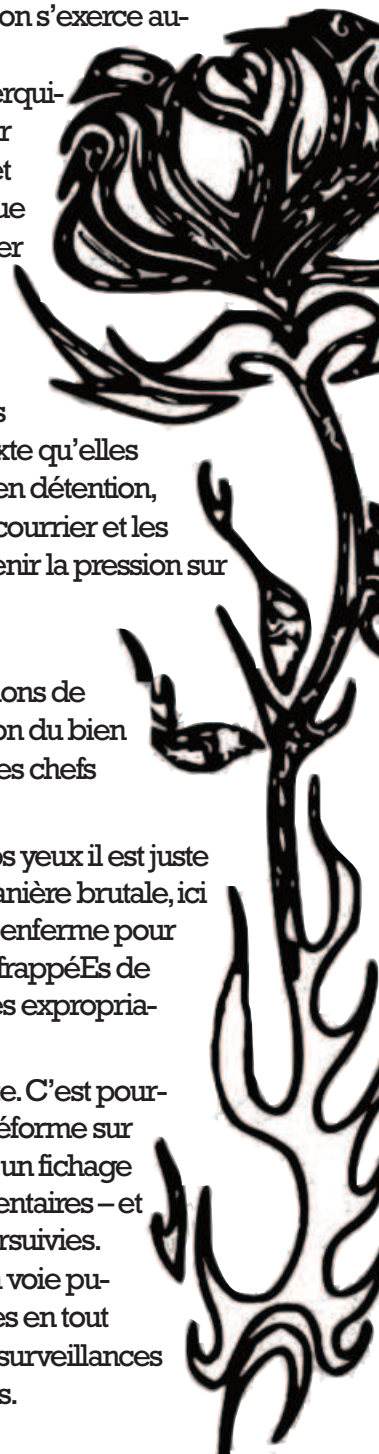
Une centaine de gendarmes ont en effet opéré le 15 novembre à Toulouse des perquisitions et procédé à une dizaine d’interpellations dans sept lieux d’habitation, pour l’essentiel des squats — embarquant au passage une famille de sans-papiers—, et bien sûr ordinateurs et écrits divers. Ils ont placé en garde à vue six personnes (que la presse, à son habitude, et suivant en cela le ciblage policier destiné à criminaliser au maximum, s’est empressée de classer dans les « mouvances anarchistes »), et quatre d’entre elles se trouvent depuis en détention à la maison d’arrêt de Toulouse-Seysse.

Comme d’habitude, le juge a refusé la mise en liberté provisoire pour ces personnes, alors que les garanties de représentation étaient présentées, au prétexte qu’elles pourraient communiquer ensemble et prendre la fuite. Dix jours après leur mise en détention, elles se trouvent toujours privées de tout contact avec l’extérieur : les mandats, le courrier et les affaires personnelles tardent à leur arriver. Bref, tout est mis en œuvre pour maintenir la pression sur les inculpéEs et tenter de les faire craquer.

Ils / elles sont accuséEs « de participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou de dégradations de biens ; violence commise en réunion sans incapacité ; dégradation ou détérioration du bien d’autrui commise en réunion ». Des faits minimes, une action de solidarité, mais des chefs d’inculpation très lourds et qui risquent d’être lourds de conséquences.

Ces personnes nient toute participation à cette action, mais impliqués ou pas, à nos yeux il est juste d’avoir exprimé sa solidarité avec celles et ceux qui subissent la répression de manière brutale, ici les jeunes prisonnierEs de Lavaur qui se sont mutinéEs en mai 2011. Quand l’Etat enferme pour quelques graffitis, il tente de terroriser ses détracteurs et à tous ceux et celles qui, frappéEs de plein fouet par la débâcle économique, se risqueraient à quelques actions directes expropriatrices et/ou revendicatives.

Ce n’est pas un milieu que l’on cible, c’est la capacité d’action de toute lutte. C’est pourquoi nous appelons à dénoncer à la fois la politique sécuritaire – dont la récente réforme sur la répression de la jeunesse ainsi que l’annonce d’un prochain décret permettant un fichage centralisé de la jeunesse (justice/école/santé) constituent des épisodes supplémentaires – et la répression menée à l’encontre des personnes actuellement incarcérées et poursuivies. L’époque résonne du bruit de bottes. Omniprésence de flics et de militaires sur la voie publique, multiplication des fichiers, délation institutionnelle, interdictions et amendes en tout genre... : la pression policière s’accroît sans cesse sur la population ; contrôles, surveillances et contraintes sont le lot quotidien de tout un chacun, particulièrement des pauvres.



**Nous ne voulons pas de ce monde
qui nous contrôle et nous emmure.
Leurs matraques ne nous feront pas taire,
ni marcher d’un seul pas**

Pour se tenir informé des journées, des soirées et des manifs de solidarité organisées :

<http://pourelaliberte.noblogs.org/>

Soutien financier pour les frais de justice et la cantine en prison : envoyez vos chèques à l’ordre de :

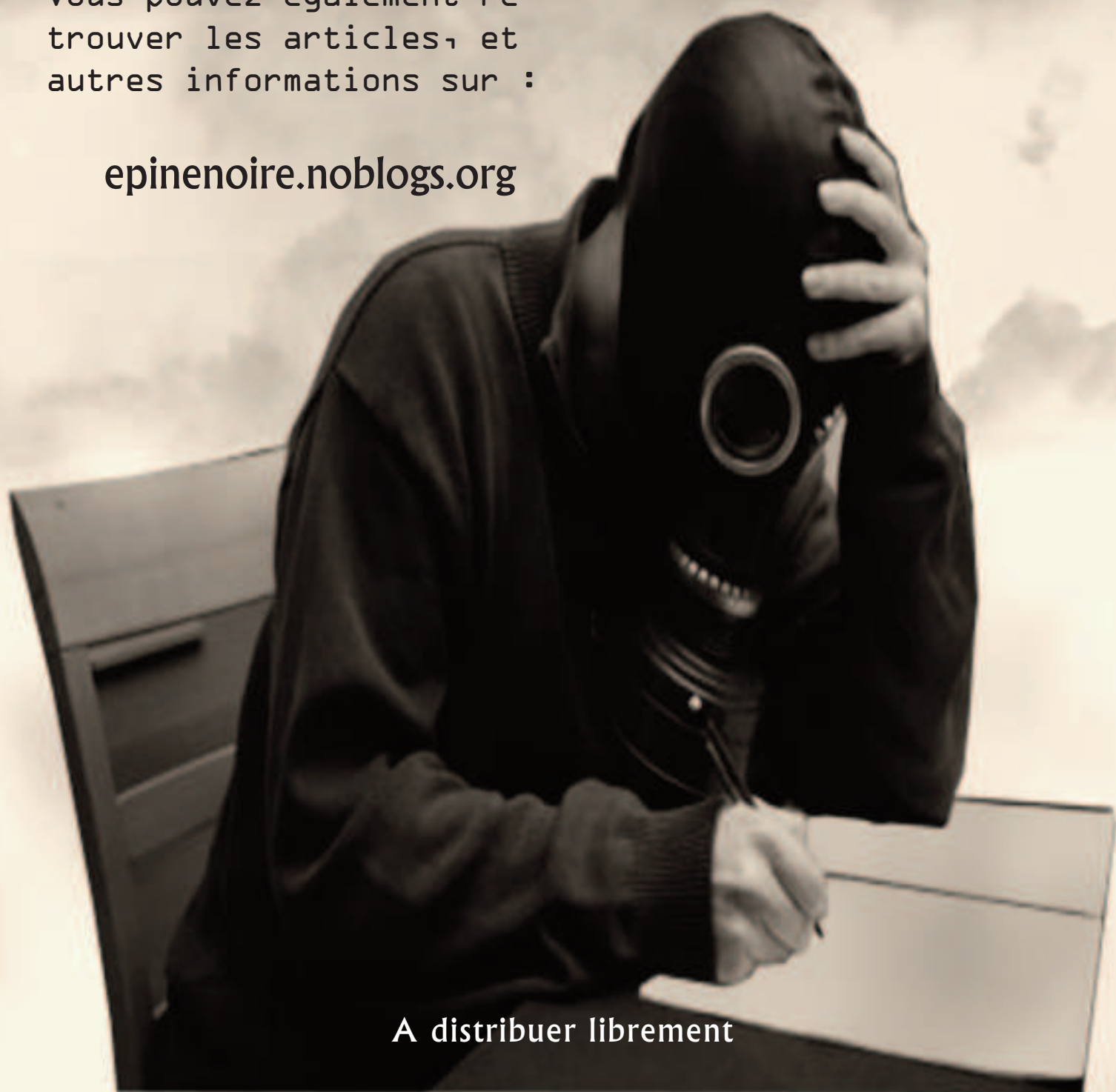
« Maria », CAJ, c/o Canal Sud, 40 rue Alfred-Duméril, 31400 Toulouse

Envoyez-nous vos critiques, vos remarques,
vos encouragements, vos insultes, vos
contributions... à :

epinenoire@riseup.net

Vous pouvez également re-
trouver les articles, et
autres informations sur :

epinenoire.noblogs.org



A distribuer librement